

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DE LA RELANCE

**DIRECTION GENERALE DE L'ECONOMIE
ET DE LA POLITIQUE FISCALE**

**NOTE DE CONJONCTURE SECTORIELLE
A FIN JUIN 2020**

Septembre 2020

DIRECTION DE PUBLICATION

Ministre de l'Économie et de la Relance

M. Jean-Marie OGANDAGA

Ministre déléguée

Mme Nicole Janine Lydie ROBOTY ép. MBOU

Directeur Général de l'Économie et de la Politique Fiscale

M. Jean Baptiste NGOLO ALLINI

Directeur Général Adjoint

Mme. Aurélie KASSAT

Contact :


Direction Générale de l'Économie et de la Politique Fiscale

Immeuble de la Solde, centre-ville


B.P. 1204 Libreville Gabon

Tel : (+241) 01.79.52.28

Site internet : www.dgepf.ga



La Direction Générale de l'Economie et de la Politique Fiscale renouvelle ses remerciements aux entreprises, aux administrations et aux opinions informées qui ont permis la réalisation de cette deuxième note de conjoncture (NDC) économique de l'année 2020.



SOMMAIRE

RESUME EXECUTIF.....	7
PREMIERE PARTIE : L'ECONOMIE MONDIALE AU PREMIER SEMESTRE 2020	
I.1 LA CONJONCTURE DANS LES PRINCIPAUX PAYS AVANCES.....	9
I.2. LA CONJONCTURE DANS LES PAYS EMERGENTS ET EN DEVELOPPEMENT	
.....	10
I.3. LA CONJONCTURE DANS LES PAYS DE LA CEMAC	10
DEUXIEME PARTIE : L'ACTIVITE NATIONALE AU PREMIER SEMESTRE 2020	
II. LES EVOLUTIONS SECTORIELLES	12
II.1 Tableau synoptique de l'évolution sectorielle à fin Juin 2020	12
II.2.HYDROCARBURES	14
II.2.1. Le pétrole.....	14
II.2.2. Le gaz naturel commercialisé	14
II.3 .LE MANGANESE.....	14
II.4. L'EXPLOITATION FORESTIERE	15
II.5. L'AGRICULTURE ET ELEVAGE	16
II.5.1.Le caoutchouc naturel	16
II.5.2. L'huile de palme	16
II.5.3.L'élevage bovin	17
II.6.LES AGRO – INDUSTRIES	17
II.6.1. Le sucre	17
II.6.2. Les boissons gazeuses et alcoolisées	18
II.6.3. L'eau minérale.....	18
II.6.4. Les huiles et corps gras.....	18
II.7.LES INDUSTRIES DU BOIS.....	19
II.7.1.Les unités de sciage	19
II.7.2. Les unités de déroulage	20
II.8. LES AUTRES INDUSTRIES DE TRANSFORMATION	21
II.8.1. La chimie	21
II.8.2. Les matériaux de construction	21
II.8.3. La transformation des métaux	22
II.8.4. La fonderie	22
II.8.5. La fabrication de batteries.....	23
II.8.6. L'industrie minière.....	23
II.9. RAFFINAGE, PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'EAU ET D'ELECTRICITE	24
II.9.1. Le raffinage	24
II.9.2. L'électricité.....	25
II.9.3. L'eau	26
II.9.4 Les BTP	26
II.10. LE TRANSPORT ET LES AUXILIAIRES DE TRANSPORT	27
II.10.1. Le transport ferroviaire	27
II.10.2. Le transport maritime.....	27
II.10.2.1. L'activité portuaire à Owendo (GSEZ).....	27

II.11 LES TELECOMMUNICATIONS	28
II.12 LE COMMERCE	28
<i>II.12.1 Le commerce général structuré</i>	28
<i>II.12.2. Le commerce des véhicules</i>	29
<i>II.12.3. Le commerce des produits pétroliers</i>	29
<i>II.12.4. Le commerce des produits pharmaceutiques</i>	30
II.13.LES AUTRES SERVICES	30
<i>II.13.1. Les Services rendus aux entreprises</i>	30
<i>II.13.2. Les Services rendus aux particuliers</i>	30
<i>II.13.3. Les Services immobiliers</i>	30
<i>II.13.4. Les Services de réparation mécanique</i>	31
II. 14 LA SITUATION DU SYSTEME BANCAIRE	31
<i>II.14-1 La situation du bilan</i>	31
<i>II.14.2 Les opérations avec la clientèle</i>	32
<i>II.14.2.1 Les ressources collectées</i>	32
<i>II.14.2.2 Les crédits distribués</i>	33
II.15. LES ACTIVITES DE MICROFINANCE A FIN JUIN 2020	34
<i>II.15.1 La configuration du secteur</i>	34
<i>II.15.2. La clientèle des EMF</i>	34
<i>II.15.3. Capitaux propres et intermédiation financière</i>	35
<i>II.15.4. La structure des taux</i>	35
II.16 LE SECTEUR ASSURANCE	35
<i>II.16.1. La Branche Non Vie</i>	36
<i>II.16.2. La Branche Vie et capitalisation</i>	36
<i>II.16.3 Les commissions versées aux courtiers</i>	37
<i>II.16.4. Les Sinistres réglés</i>	37
II.17 LES ETABLISSEMENTS FINANCIERS	37
<i>II.17.1. Les ressources</i>	37
<i>II.17.2. Les emplois</i>	38
TROISIEME PARTIE : LES GRANDEURS MACROECONOMIQUES AU PREMIER SEMESTRE 2020	39
III.1- LES PRIX A LA CONSOMMATION	39
III.2 L'EMPLOI	41
III.3 LES SALAIRES	41
<i>III.3.1. La solde permanente par Administration</i>	41
<i>III.3.2. La masse salariale de la Main d'œuvre Non Permanente</i>	42
III.4 LE COMMERCE EXTERIEUR	42
<i>III.4.1- Evolution des exportations en valeur</i>	43
<i>III.4.2 Evolution des importations en valeur</i>	44
III.5 LE BUDGET	45
III.6 LA DETTE PUBLIQUE AU PREMIER SEMESTRE 2020	49

<i>III.6.1 Le règlement de la dette</i>	49
<i>III.6.2 L'évolution des tirages sur financements</i>	50
<i>III.6.3 L'évolution du stock de la dette</i>	51
III.7 LA SITUATION MONETAIRE	52
<i>III.7.1– les principaux agrégats monétaires</i>	53
<i>III.7.1.1- La masse monétaire (M2)</i>	53
<i>III.7.1.2- Les ressources extra-monétaires</i>	53
<i>III.7.2- les contreparties de la masse monétaire</i>	53
<i>III.7.2.1- Les Avoirs Extérieurs Nets (A.E.N)</i>	53
<i>III.7.2.2- Le crédit intérieur</i>	54
<i>III.7.2.2.1- Les créances sur l'économie</i>	54
<i>III.7.2.2.2- Les créances nettes sur l'Etat</i>	54
IV LA POLITIQUE MONETAIRE	54
<i>IV.1- la politique des taux d'intérêt</i>	54
CONCLUSION	56
ANNEXE	57
Tableau 1 : PRINCIPALES HYPOTHESES	58
Tableau 2 : REPARTITION SECTORIELLE PIB	59
Tableau 3: REPARTITION PIB EMPLOI	60

RESUME EXECUTIF

Au terme des six premiers mois de l'année 2020, la situation économique mondiale reste dominée par l'impact de la pandémie de la covid 19 sur l'activité. Ainsi, les perspectives de l'économie mondiale indiquent une récession de l'ordre de -4,9% en 2020 et une reprise progressive en 2021 avec une croissance attendue à 5,4%.

Par pays et par zone, il convient de noter une production mondiale globalement en baisse en 2020, aux Etats-Unis (-8%), au Japon (-5,8%) et dans la zone euro (-10,2%). Dans les pays émergents et en développement (-3,0%) la Chine se maintiendrait avec une croissance positive et minimale de 1,0%, tandis qu'en Afrique subsaharienne l'économie serait en crise (-3,2%).

La poursuite de la pandémie a affecté la chaîne de production mondiale, les investissements et la demande globale. Les conséquences sur l'emploi et les finances publiques des Etats est sans précédent. Aux Etats-Unis, le taux de chômage a ainsi bondi à plus de 14% à fin juin contre 3,5% en février et la dette culminerait à plus de 100% du PIB d'ici la fin de cette année.

Au plan national, l'économie a subi les effets de la pandémie, avec de nombreuses branches en baisse d'activité, notamment dans le secteur secondaire, malgré la bonne tenue du secteur primaire et de certaines branches du secteur tertiaire.

En effet, dans le **secteur primaire**, on note une évolution du volume de production de pétrole (3%), de manganèse (43%), du gaz et du caoutchouc naturel. Cependant, on observe un repli de l'exploitation forestière.

Concernant le **secteur secondaire**, la majorité des branches est en retrait, excepté la production sucrière, de l'eau minérale, le raffinage, la production de l'électricité et de l'eau. L'activité manufacturière a enregistré une forte baisse. Ainsi, la production des industries du bois et celle des autres industries ont enregistré des reflux respectifs de (-0,5%) et (-19,0%) consécutifs au ralentissement du rythme de fonctionnement des unités de production.

Au niveau du **secteur tertiaire**, l'évolution des branches a été mitigée. Ainsi, à l'exception du commerce général structuré (+0,2%), du transport ferroviaire qui profite de la bonne tenue du transport de manganèse (+46,4%) mais également des bois conteneurisés (+51,2%), les autres activités à savoir les télécommunications, la réparation mécanique, le commerce des produits pétrolier ont tous reculé.

La situation du **système bancaire** s'est caractérisée par une progression de 1,7% du total agrégé des bilans à 2 688,9 milliards de FCFA. Cette évolution est essentiellement liée à la hausse des dépôts de la clientèle (+3,8%) et à la consolidation des capitaux permanents (+24,5%).

A l'inverse, les activités du secteur des **assurances** ont été freinées par le ralentissement de l'investissement, les difficultés de trésorerie des entreprises, les effets de la crise sanitaire internationale et des mesures de confinement, entraînant ainsi un recul du chiffre d'affaires global de 5,8% à 61,3 milliards de FCFA.

L'évolution des **finances publiques** s'est traduite par un excédent du solde primaire à 164,6 milliards de FCFA. Toutefois, **les recettes pétrolières et non pétrolières** ont respectivement diminué de 12,7% et 2,6%, en liaison avec la morosité économique nationale. A contrario, les **dépenses**

budgetaires cumulées ont enregistré un accroissement de 9,5 % pour s'établir à 878,6 milliards de FCFA.

Au niveau du commerce extérieur, le recul des importations (-6,6%) plus important que celui des exportations (-1%), a induit une baisse du volume global des échanges et un renforcement de la balance commerciale, avec un solde excédentaire de 979,8 milliards de FCFA.

L'inflation est restée contenue, au terme du premier semestre 2020, en dépit d'une accélération des prix observée dès le mois d'avril 2020. En moyenne annuelle, les prix à la consommation sur l'ensemble du territoire se sont accrus de 0,9% contre 3,8% en 2019 sur la même période.

En matière **de politique d'endettement**, la situation de la dette publique s'est caractérisée par une forte hausse des règlements, des décaissements et un léger accroissement du stock de la dette. Ainsi, à fin juin 2020, le règlement cumulé de la dette publique a triplé pour s'établir à 832,3 milliards de FCFA par rapport à la même période en 2019.

PREMIERE PARTIE : L'ECONOMIE MONDIALE AU PREMIER SEMESTRE 2020

La conjoncture économique mondiale a été marquée à fin juin 2020, par la confirmation de la phase de récession, notamment aux Etats-Unis et dans les pays émergents et en développement, à l'exception de la Chine. Ce premier semestre s'est soldé par une forte contraction du commerce mondial des biens et services, suite à un effondrement de la demande en matières premières et en produits manufacturiers. De ce fait, dans l'optique de soutien aux économies fortement impactées par la crise sanitaire, les différentes banques centrales, notamment celles des pays développés, ont maintenu des politiques monétaires accommodantes.

Dans ce contexte, les perspectives économiques mondiales font état d'une croissance de -4,9% en 2020 contre +2,9% en 2019.

I.1 LA CONJONCTURE DANS LES PRINCIPAUX PAYS AVANCES

La situation économique des **pays avancés** s'est fortement dégradée au second trimestre 2020, malgré l'ensemble des mesures prises par les différents gouvernements pour atténuer les effets pervers de la crise sanitaire et relancer l'économie. Ainsi, la faiblesse de la demande globale et des exportations a impacté les perspectives de ces pays dont la croissance annuelle serait de -8,0%.

Au sein des pays avancés et après un premier trimestre atone (-5%), l'activité de **l'économie américaine** s'est fortement contractée (-32,9 %) au second trimestre en rythme annualisé, entrant officiellement en récession, alors que l'épidémie continue de progresser. Cet effondrement du PIB est largement dû à la baisse des dépenses de consommation qui ont reflué de 34,6% au deuxième trimestre, en rythme annualisé également. Les dépenses dans les services, un des secteurs les plus touchés par la crise, ont chuté de 43,5%.

Dans le même temps, plombée par la hausse de la TVA en octobre 2019, **l'économie japonaise** a ressenti l'impact de la pandémie dès le premier trimestre 2020. En effet, le PIB de l'archipel s'est replié de 7,8% par rapport au trimestre précédent. Cette situation serait consécutive à la baisse de la consommation des ménages (-8,6%), au recul de l'investissement des entreprises et à une mauvaise tenue du commerce extérieur, avec une contraction de 18,5% des exportations et une baisse de 0,5% des importations.

A l'instar des autres pays industrialisés, l'économie de **la zone euro** a fortement subi les effets de la pandémie virale. En effet, la croissance a fléchi de 12,1% au deuxième trimestre 2020 et les projections sur l'ensemble de l'année s'estimerait à -10,2%.

Dans cet ensemble, **l'Allemagne**, première économie européenne, s'est contractée de 10,1% entre avril et juin après être entrée en récession au premier trimestre. Le ralentissement du secteur industriel, moteur de l'économie germanique, avec de nombreuses usines au ralenti, voire à l'arrêt, en est le principal facteur explicatif.

Parallèlement, **le PIB français** a chuté de 13,8% au deuxième trimestre. Cette baisse a découlé des contractions de la consommation des ménages, principale composante de la croissance (-11%), les investissements (-17,8%) et les exportations (-25,5%).

Concomitamment, **l'Italie**, premier pays touché en Europe par l'épidémie, a imposé de strictes mesures de confinement paralysant ainsi, une grande partie de son activité économique. En

conséquence, le PIB de la péninsule a chuté de 12,4% au deuxième trimestre. Poursuivant la même tendance, elle devrait subir, en 2020, sa pire récession depuis la Seconde Guerre mondiale, avec une contraction du PIB estimée à -12,8%.

En **Espagne**, la croissance a reculé de 20,4% entre mars et juin 2020, avec une forte baisse des activités dans le commerce, le transport et l'hôtellerie (-40 %) comparé au premier trimestre. Cette contraction de l'activité s'est traduite par une destruction massive des emplois sur la période correspondante, soit plus d'un million, principalement dans les secteurs des services et du tourisme.

Hors zone euro, l'économie du **Royaume-Uni** est entrée dans une récession sévère avec une évolution du PIB de -20,4% entre mars et juin 2020.

I.2. LA CONJONCTURE DANS LES PAYS EMERGENTS ET EN DEVELOPPEMENT

Dans les pays émergents et en développement, l'activité économique ralentirait en 2020, sous l'effet de la baisse des prix des matières premières, du repli de la demande extérieure, notamment chinoise, et de l'investissement. Ainsi, la croissance économique atteindrait -3,0% contre +3,7% en 2019.

Fortement dépendante des prix des produits de base sur le marché mondial, l'économie russe a décru de 8,5% au second trimestre 2020, en liaison avec les effets du coronavirus et la crise pétrolière. Entre avril et juin, la croissance a diminué dans tous les secteurs de l'économie, à l'exception de l'agriculture.

En Asie, après une chute du PIB de 6,8% au cours du premier trimestre, l'économie chinoise est repartie avec une expansion de 3,2%. Cette embellie résulte du soutien de l'investissement et de la production industrielle. Seule la consommation peine à redémarrer.

En Amérique latine, on enregistre une détérioration des projections des pays exportateurs de produits de base, en rapport avec la chute des cours de ces produits. Ainsi, les PIB du Brésil et du Mexique fléchiraient respectivement de 9,1% et de 10,5% pour l'année 2020.

Suite aux tensions internes sur les plans politiques et économique et les effets liés à la pandémie, le PIB des pays du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord s'établirait -4% en 2020.

A l'instar des autres zones, la production réelle de l'Afrique subsaharienne reculerait de 3,2%. Les deux premières économies africaines, le Nigéria et l'Afrique du Sud, suivraient la même tendance avec -5,4% et -8,0% respectivement en 2020.

I.3. LA CONJONCTURE DANS LES PAYS DE LA CEMAC

Les perspectives économiques en 2020 dans la sous-région sont tributaires de l'évolution de la pandémie de la COVID-19, de ses effets sur l'offre et la demande globale au niveau mondial et de la Sous-région. Par ailleurs, l'orientation des politiques macroéconomiques sera déterminante pour l'évolution de la situation économique dans la CEMAC. L'assouplissement de la politique monétaire, mais surtout la stimulation budgétaire sont ainsi des vecteurs de relance économique importants, dans un contexte d'incertitude et de morosité de l'activité économique.

Pour tenir compte de l'incertitude inhérente à ces effets sur les économies de la CEMAC, les services de la BEAC ont révisé l'évaluation des conséquences de la pandémie de la COVID-19 sur ces dernières à travers deux scénarios : (i) un scénario réaliste prévoyant un cours moyen du baril de

pétrole de 36,2 USD en 2020, et (ii) un scénario optimiste qui suppose un cours moyen du baril de pétrole de 43 USD en 2020.

A moyen terme, le taux de croissance du PIB réel de la sous-région progresserait à 3,6 % en 2021, avant de revenir à 2,9 % en 2022 et à 2,8 % en 2023, après une contraction de 5,3 % en 2020, grâce aux performances des secteurs pétrolier et non pétrolier.

DEUXIEME PARTIE : L'ACTIVITE NATIONALE AU PREMIER SEMESTRE 2020**II. LES EVOLUTIONS SECTORIELLES****II.1 Tableau synoptique de l'évolution sectorielle à fin Juin 2020**

SECTEURS	EVOLUTION
Secteur primaire	
Hydrocarbures	
<i>Pétrole</i>	↗
<i>Gaz naturel commercialisé</i>	↗
Manganèse	↗
Exploitation forestière	↘
Agriculture et élevage	
<i>Caoutchouc naturel</i>	↗
<i>Huile de palme brute</i>	↗
<i>Elevage</i>	↗
Secteur secondaire	
Industries agro-alimentaires, boissons	
<i>Production sucrière</i>	↗
<i>Boissons gazeuses et alcoolisées</i>	↘
<i>Eau minérale</i>	↗
<i>Huiles et corps gras</i>	↗
Industries du bois	↘
<i>Unités de sciages</i>	↗
<i>Unités de placage</i>	↘
<i>Unités de contreplaqué</i>	↗
Autres industries	
<i>Chimie</i>	+/-
<i>Matériaux de construction</i>	↘
<i>Seconde transformation des métaux</i>	↘
<i>Fonderie</i>	↘
<i>Fabrication de batteries</i>	↘
<i>Matériaux de construction</i>	↘
<i>Industrie minière</i>	↘
Raffinage	↗
Electricité et eau	↗
BTP	↘
Secteur tertiaire	
Transports et auxiliaires de transports	
<i>Ferroviaire</i>	↗
<i>Activités portuaires (Gsez Port)</i>	↗
Télécommunications	↘
Commerce	↗

<i>Général structuré</i>	↗
<i>Véhicules utilitaires neufs</i>	↘
<i>Véhicules industriels</i>	
<i>Produits pétroliers</i>	↘
<i>Produits pharmaceutiques</i>	↗
Services	
<i>Rendus aux entreprises</i>	↘
<i>Rendus aux particuliers</i>	↘
<i>Immobiliers</i>	↗
<i>Réparation mécanique</i>	↘

II.2. HYDROCARBURES

II.2.1. Le pétrole

A fin juin 2020, la production nationale de pétrole brut s'est appréciée de 3% par rapport à la même période en 2019, pour se situer à 5,6 millions de tonnes métriques (41,01 millions de barils). L'amélioration des rendements des champs matures et les bonnes performances du champ Simba expliquent cette embellie. A contrario, les exportations ont reculé de 6,4% à 5,15 millions de tonnes métriques, en raison de la baisse de la demande mondiale, en lien avec la pandémie du coronavirus et les mesures barrières prises par les gouvernements pour freiner sa propagation. L'Asie reste la principale destination du brut gabonais, avec 77% des exportations nationales.

Les prix moyens du brut ont atteint 39,72 dollars le baril pour le Brent et 37,28 dollars le baril pour le panier de bruts gabonais. Ces niveaux représentent des baisses respectives de 39,8% et 43,1% en glissement annuel. La chute des prix est liée au ralentissement de la demande mondiale, accentué par la paralysie des transports.

Le taux moyen de change du franc CFA par rapport au dollar s'est renforcé de 2,6% à fin juin 2020 pour s'établir à 595,68 FCFA pour 1 dollar américain.

Evolution de l'activité pétrolière

	3T19	4T19	1T20	2T20	Premier semestre		
					2019	2020	Var 20/19
Production (en millions de tonnes)	2,771	2,676	2,784	2,834	5,454	5,619	3,0%
Exportations (en millions de tonnes)	2,447	2,597	2,352	2,802	5,509	5,154	-6,4%
Prix moyen du Brent (\$US/bbl)	61,937	63,253	50,257	29,200	66,02	39,73	-39,8%
Prix moyen du brut gabonais (\$US/bbl)	61,030	63,212	49,163	25,397	65,50	37,28	-43,1%
Taux de change (\$US/FCFA)	590,145	592,451	595,204	596,169	580,65	595,69	2,6%

Source : Direction Générale des Hydrocarbures (DGH).

II.2.2. Le gaz naturel commercialisé

Au premier semestre 2020, la production nationale de gaz naturel commercialisé s'est stabilisée à 233,2 millions de mètres cubes (m³) comparativement aux réalisations de 2019 sur la même période. Parallèlement, le prix de vente moyen du gaz naturel pratiqué sur le marché local s'est consolidé de 1,5% à 0,123 dollar le m³.

Evolution de l'activité gazière

	3T19	4T19	1T20	2T20	Premier semestre		
					2019	2020	Var 20/19
Production commercialisée (milliers de m ³)	80 193	104 337	114 137	119 026	231 954	233 163	0,5%
Prix de vente moyen national (USD/m ³)	0,1161	0,0725	0,1227	0,1226	0,1208	0,1226	1,5%

Source: DGH

II.3 .LE MANGANESE

Au cours du premier semestre 2020, la production mondiale d'acier de carbone, principal débouché du minerai de manganèse, a fortement baissé (-6,1%) du fait du repli de la demande en Europe et aux

États-Unis, particulièrement touchés par la pandémie (-17% et -16%, respectivement). Face à la contraction de la demande, la production mondiale de minerai de manganèse a également baissé de 9,5%, suite notamment à la fermeture pendant environ un mois des mines sud-africaines suivie d'un redémarrage progressif.

Malgré ce contexte défavorable, la production nationale de minerais et d'agglomérés de manganèse a progressé de 43,0% pour s'établir à 3,98 millions de tonnes, du fait de la poursuite des progrès opérationnels, de la flexibilité introduite par la nouvelle approche modulaire du programme d'expansion de la mine de Moanda et des performances réalisées sur les autres gisements. Sous l'effet de la fiabilisation des équipements de transport, les exportations et les ventes externes de manganèse ont augmenté respectivement de 51,8% et 48,9%.

Sur le plan financier, les ventes de manganèse ont généré un chiffre d'affaires 385,7 milliards de FCFA à fin juin 2020, en hausse de 6,4% par rapport à la même période en 2019, malgré le repli des cours de ce minerai de 21,9% en moyenne au premier semestre 2020 (5 USD/dmtu contre 6,4 USD/dmtu en 2019).

Au niveau de l'emploi, les effectifs ont progressé de 7,4% à 2 125 agents permanents, pour une masse salariale de 25,7 milliards de FCFA.

Evolution de l'activité de manganèse

(en tonnes)	3T19	4T19	1T20	2T20	Premier semestre		
					2019	2020	Var 20/19
Production	2 065 370	1 897 068	2 083 015	1 900 975	2 785 076	3 983 989	43,0%
Exportations	1 728 726	1 897 813	1 755 733	2 059 394	2 513 244	3 815 128	51,8%
Ventes	1 732 104	1 897 873	1 743 198	2 111 029	2 588 501	3 854 227	48,9%
Chiffre d'affaires (millions FCFA)	199 356	177 070	146 483	239 194	362 590	385 677	6,4%
Effectifs	2 003	2 008	1 981	2 125	1 978	2 125	7,4%
Masse salariale	13 324	13 557	12 659	13 082	30 448	25 741	-15,5%

Sources : Comilog, CICMHZ, Nouvelle Gabon Mining

II.4. L'EXPLOITATION FORESTIERE

A fin juin 2020, l'activité forestière a enregistré des contre-performances, en lien avec les mesures gouvernementales prises en vue de freiner la propagation du Covid-19. Lesdites mesures ont considérablement réduit l'activité forestière, causant parfois l'arrêt dans certaines exploitations. Ainsi, la production de grumes a baissé de 4,4% pour se situer à 824 735 m³,

Cependant, les ventes de grumes aux industries ont progressé de 6,3% pour atteindre 324 802 m³, en lien avec la fermeté de la demande des usines ne disposant pas de permis forestiers.

Évolution de l'activité forestière

(en m ³)	3T19	4T19	1T20	2T20	Premier semestre		
					2019	2020	Var 20/19
Production	559 589	386 814	427 321	397 415	862 679	824 735	-4,4%
Ventes aux industries locales	177 117	156 120	167 916	156 886	305 650	324 802	6,3%

Sources : Somivab, Hua Jia, Ceb, Geb, Trg, Groupe RimbunanHijau Et Ses Filiales Bordamur Et Sfik, Gwi, Sbl, Bso, Rougier Gabon, Cora Wood Gabon, Groupe Thni Et Ses Filiales Mpb, Cfa, Fdg, Seef, Geb, Tali Bois, Fg Gsez.

II.5. L'AGRICULTURE ET ELEVAGE

II.5.1. Le caoutchouc naturel

Après six mois d'activité, la filière hévéaculture a consolidé ses performances par rapport à la même période de 2019. Ainsi, la production a augmenté aussi bien pour le caoutchouc humide (+46%) que pour le caoutchouc usiné (+ 24%) grâce à la montée en puissance des plantations d'Olam par Bitam.

Sur le plan commercial, malgré un repli des exportations de granulés (-6,6%), le chiffre d'affaires s'est amélioré de 12% à 3,5 milliards de FCFA, soutenu par les ventes locales.

Evolution de l'activité du caoutchouc

(en tonnes)	3T19	4T19	1T20	2T20	Premier semestre		
					2019	2020	Var 20/19
Productions							
Caoutchouc humide	6 199,7	6 131,0	4 703,0	5 751,3	7 157	10 454	46,1%
Caoutchouc usiné	3 332,5	3 094,2	2 046,1	1 698,7	2 969	3 745	26,1%
Ventes locales (cuplump)	609,8	560,1	707,5	-	-	707	-
Exportations de caoutchouc usiné	3 028,5	2 822,8	2 608,8	1 321,3	4 206	3 930	-6,6%
Chiffre d'affaires (millions de FCFA)	2 647,8	1 966,4	2 235,7	954,1	3 131	3 190	1,9%
Effectifs	1 177	1 123	1 076	1 048	1 209	1 048	-13,3%
Masse salariale	1 079	909	887	751	2 126	1 637	-23,0%

Source : Siat Gabon, Olam Rubber Gabon

II.5.2. L'huile de palme

La filière de l'huile de palme brute a maintenu ses bons résultats au cours du premier semestre 2020, en dépit du contexte de crise sanitaire qui prévaut. Ainsi, la récolte des régimes de palme s'est consolidé de 29,8% à 157 088 tonnes, en raison de l'arrivée à maturité des plantations de Kango et Mouila. En conséquence, la production d'huile brute rouge a augmenté de 35,7% pour s'établir à 38 430 tonnes. A l'inverse, la production issue de la trituration des noix de palme en huile palmiste a chuté de 52,2% à 699 tonnes.

Au niveau de l'emploi, les effectifs et la masse salariale ont baissé respectivement de 16,4% et 25,7%, à 4 712 et 6,3 milliards de FCFA.

Evolution de l'activité de l'huile brute

	3T19	4T19	1T20	2T20	Premier semestre		
					2019	2020	Var 20/19
Productions (en tonnes)							
Régimes de palme	55 909	61 252	73 699	83 389	121 022	157 088	29,8%
Huile rouge	12 700	14 085	18 646	19 784	28 319	38 430	35,7%
Huile palmiste	618	438	355	343	1 461	699	-52,2%
Effectifs	5 149	5 291	4 927	4 712	5 636	4 712	-16,4%
Masse salariale	3 679	3 412	3 083	3 195	8 446	6 278	-25,7%

Source : OLAM Palm Gabon

II.5.3.L'élevage bovin

Au terme des six premiers mois de 2020, le cheptel du Ranch de la Nyanga a totalisé 6 327 têtes de bovin, en augmentation de 1,4%. De même, les ventes ont fortement progressé sur la période sous revue (+33%), passant de 20,4 tonnes en 2019 à 27,2 tonnes à fin mars 2020.

Cependant, le chiffre d'affaires a chuté de 57% à 144 millions francs CFA, en raison de la baisse des prix décidée par les responsables de l'entreprise pour faire face aux problèmes de trésorerie et assurer le paiement des salaires.

Evolution de l'élevage bovin

	3T19	4T19	1T20	2T20	Premier semestre		
					2019	2020	Var 20/19
Effectif du cheptel	5 947	6 285	6 509	6 327	6 241	6 327	1,4%
Vente de viande (en kg)	14 547	16 130	13 708	13 507	20 433	27 215	33,2%
Chiffre d'affaires (millions de FCFA)	87,7	79,3	69,0	75,2	335,3	144,2	-57,0%
Effectif	15	13	13	12	15	12	-20,0%
Masse salariale	24,6	17,7	17,6	13,6	41,9	31,2	-25,4%

Source: SIAT Gabon Ranch Nyanga

II.6.LES AGRO – INDUSTRIES

II.6.1. Le sucre

La raffinerie de sucre a consolidé ses performances industrielles et commerciales à fin juin 2020. En effet, le sucre transformé a augmenté de 10,4% à 10 809 tonnes sur la période d'analyse, sous l'effet de la bonne tenue des différentes qualités. Dans le même temps, les ventes se sont renforcées de 4,3% à 16 398 tonnes, en lien avec le raffermissement de la demande locale. Cette activité a induit une hausse de 5,3% du chiffre d'affaires à 11,2 milliards de FCFA.

Au niveau de l'emploi, la diminution des effectifs de 6,7% s'est traduite par une baisse de 1,6% de la masse salariale à 2,6 milliards de FCFA.

Evolution de l'activité sucrière

	3T19	4T19	1T20	2T20	Premier semestre		
					2019	2020	Var 20/19
Importation (en tonnes)	0	0	2 961	0	6 708	2 961	-55,9%
Total du sucre transformé (en tonnes)	5 759	4 925	5 195	5 614	9 792	10 809	10,4%
Sucre (en morceaux)	3 331	2 990	2 669	2 739	4 798	5 408	12,7%
Autres (doses, granulés & sachets 1 kg)	2 428	1 935	2 526	2 875	4 994	5 401	8,1%
Ventes (en tonnes)	8 357	7 473	8 287	8 111	15 721	16 398	4,3%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	5 655	5 094	5 626	5 535	10 601	11 161	5,3%
Effectifs	742	832	626	631	676	631	-6,7%
Masse salariale	1 293	1 864	1 222	1 438	2 703	2 660	-1,6%

Source : Sucaf

II.6.2. Les boissons gazeuses et alcoolisées

Au terme du premier semestre 2020, la branche des boissons gazeuses et alcoolisées a enregistré de nouvelles contreperformances. En effet, en raison des mesures prises par le gouvernement pour freiner la pandémie du COVID-19, la production totale des boissons a baissé de 8,2% pour se situer à 1,29 million d'hectolitres contre 1,4 million d'hectolitres sur la même période de l'an dernier. Dans ce contexte, le chiffre d'affaires a reculé de 7% à 72,3 milliards de FCFA.

Evolution de l'activité des boissons gazeuses et alcoolisées

	3T19	4T19	1T20	2T20	Premier semestre		
					2019	2020	Var 20/19
Productions (en hectolitres)	730 957	681 366	690 790	603 855	1 409 605	1 294 645	-8,2%
Bières	464 859	417 809	399 606	373 825	828 589	773 431	-6,7%
Boissons gazeuses	241 257	243 569	270 286	216 315	537 324	486 601	-9,4%
Vins	12 604	9 388	9 970	6 853	21 803	16 823	-22,8%
Divers	12 237	10 600	10 928	6 862	21 890	17 790	-18,7%
Chiffre d'affaires (millions FCFA)	42 752	41 434	39 478	32 861	80 618	72 339	-10,3%
Effectifs	1 060	1 059	1 065	1 038	1 060	1 038	-2,1%
Masse salariale	3 961	4 162	4 157	4 592	7 163	8 749	22,1%

Source : SOBRAGA, SOVINGAB

II.6.3. L'eau minérale

La production d'eau minérale a enregistré des résultats contrastés, de janvier à juin 2020. En effet, la production a progressé de 11,7% à 638 236 hectolitres, soutenue par la fermeté de la demande et le dynamisme des produits « Akewa ». A l'inverse, les ventes ont généré un chiffre d'affaires en repli de 8,2% en glissement annuel, à 7,59 milliards de FCFA. Cette évolution est imputable aux problèmes d'évacuation des produits vers les grands centres de consommation.

Evolution de l'activité de l'eau minérale

	3T19	4T19	1T20	2T20	Premier semestre		
					2019	2020	Var 20/19
Production d'eau (en hectolitres)	272 126	239 319	332 701	305 535	571 480	638 236	11,7%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	3 776	3 448	4 220	3 370	8 265	7 590	-8,2%
Effectifs	89	89	90	90	88	90	2,3%
Masse salariale	298	19	279	277	577	556	-3,5%

Sources : Soboleco, Sobraga, Origen

II.6.4. Les huiles et corps gras

Après les six (6) premiers mois d'activité en 2020, la filière des huiles et corps gras a enregistré des résultats satisfaisants malgré un contexte marqué par la pandémie virale. Ainsi, la production totale a augmenté de 24,2% à 14 861 tonnes, portée par la bonne tenue de l'oléine (+25,5%) et de la stéarine (+59,3%). Corrélativement, les ventes locales et les exportations des huiles et corps gras ont augmenté respectivement de 21,5% et 28,1%.

Evolution de l'activité des huiles et corps gras

	3T19	4T19	1T20	2T20	Premier semestre		
					2019	2020	Var 20/19
Productions (en tonnes)	4 764	5 904	6 338	8 523	11 968	14 861	24,2%
Huile raffinée (Oléine)	2 820	3 163	3 518	5 564	7 238	9 082	25,5%
Savons	889	1 396	1 276	725	2 359	2 001	-15,2%
Stéarine	1 055	1 345	1 544	2 234	2 371	3 778	59,3%
Ventes locales (en tonnes)	4 010	5 124	4 332	5 844	8 373	10 176	21,5%
Oléine (huile raffinée)	2 816	3 184	3 647	4 638	6 735	8 285	23,0%
Savons	1 081	1 804	685	1 206	1 532	1 891	23,4%
Exportations (en tonnes)	16 131	11 945	8 490	5 267	10 741	13 757	28,1%
Huile Brute	14 413	11 945	7 472	2 727	9 459	10 199	7,8%
Huile palmiste & Stéarine	1 719	0	1 018	2 540	1 281	3 558	177,6%

Sources : Olam Palm Gabon

II.7.LES INDUSTRIES DU BOIS

L'activité des industries du bois a été morose à fin juin 2020. En effet, la production des industries de bois a fléchi de 0,5% à 494 528 m³, suite au ralentissement des activités au sein des usines, ainsi qu'aux difficultés d'approvisionnements en grumes de ces dernières, en raison des effets néfastes des mesures barrières pour freiner la pandémie de la Covid-19 (confinement du Grand Libreville, distanciation physique dans les usines, etc.). Ce fléchissement du volume global résulte de la baisse de la production de placage (-13,1%) alors que les segments sciage et contreplaqué augmentent respectivement de 6,7% et 10%.

De même, sur le plan commercial, les exportations ont enregistré une baisse de 9,8% pour afficher 362 383 m³, du fait de la contraction de la demande extérieure, principalement en provenance de la Chine et de l'Europe. Parallèlement, les ventes locales ont observé une diminution de 1,3%, en liaison avec la faiblesse des commandes domestiques.

Evolution de l'activité de production des industries du bois

(en m ³)	3T19	4T19	1T20	2T20	Premier semestre		
					2019	2020	Var 20/19
Production	282 373	243 457	273 062	221 466	497 217	494 528	-0,5%
Ventes locales	17 634	22 299	22 026	10 868	33 324	32 894	-1,3%
Exportations	227 841	164 455	191 209	171 174	401 767	362 383	-9,8%

Sources: DICB, échantillon des industries du bois

II.7.1.Les unités de sciage

Les unités de sciage ont enregistré des performances mitigées. En effet, la production a progressé de 6,7% à 313 686 m³, sur la période sous-revue, en raison du bon approvisionnement des usines de transformation en grumes. A contrario, les ventes locales et les exportations se sont contractées respectivement de 0,4 et 1,3%, en lien avec la baisse du carnet de commandes tant au niveau local que sur les marchés asiatique et européen.

Évolution de l'activité de sciage

(en m ³)	3T19	4T19	1T20	2T20	Premier semestre		
					2019	2020	Var 20/19
Production	177 906	156 164	181 891	131 795	293 937	313 686	6,7%
Ventes locales	16 153	21 099	20 180	9 148	29 446	29 327	-0,4%
Exportations	123 615	92 869	114 937	110 132	228 111	225 068	-1,3%

Sources : Somivab, Li Jia Timber, Cdg, Groupe Rimbunan Hijau Et Sa Filiale Bordamur, Lin Li Gabon, Trg, Hua Jia Et Sa Filiale Ifeg, Rfm, Ceb, Bsg, Gwi, Sbl, Bso, Rougier Gabon, Cora Wood Gabon, Cbg, Groupe Tbni Et Ses Filiales Mpb, Cfa Et Fdg, Geb, Tali Bois, Akachi Wood Gsez, Gib, Rgi, Fg Gsez, Rddhi International Gabon Ex-Shinago I.G. Gsez, WoodtechGsez.

II.7.2. Les unités de déroulage

- **Le placage**

L'activité des unités de placage a fléchi. La production est ainsi passée de 185 296 m³ en 2019 à 161 051 m³ à fin juin 2020, soit une baisse de 13,1%, suite au contexte sanitaire. Dans le même temps, les exportations ont fortement diminué (- 24,2%) pour s'établir à 120 311 m³, pénalisées par la contraction des commandes extérieures de bois de placage. De même, les ventes locales ont chuté de 34% à 999 m³, en raison de l'effondrement de la demande locale en panneaux de contre-plaqué.

Évolution de l'activité de placage

(en m ³)	3T19	4T19	1T20	2T20	Premier semestre		
					2019	2020	Var 20/19
Production	96 197	75 289	81 540	79 512	185 296	161 051	-13,1%
Ventes locales	47	0	513	486	1 515	999	-34,0%
Exportations	97 914	61 291	68 049	52 261	158 688	120 311	-24,2%

Sources : Thebault Transbois, Rimbunan Hijau, Cema Gabon, Tgi, Pdg, Sbl, Seef, Rougier Gabon, Cora Wood Gabon, Otim Veener, Evergreen Gabon Gsez, Sun Veneer Gsez, Wood International Gsez, Greenply Gabon Gsez, Afeefa Overseas Gabon Gsez.

- **Le contreplaqué**

Au terme du premier semestre 2020, les performances industrielles et commerciales de ce segment sont en nette amélioration. En effet, la production a enregistré une hausse de 10% à 19 791 m³, soutenue par une bonne organisation des rotations des effectifs durant la crise sanitaire. Sur le plan commercial, les exportations et les ventes locales de contreplaqué se sont raffermies de 12,4% et 13,6% respectivement, en raison du maintien du carnet des demandes.

Évolution de l'activité de contreplaqué

(en m ³)	3T19	4T19	1T20	2T20	Premier semestre		
					2019	2020	Var 20/19
Production	8 271	12 003	9 631	10 160	17 984	19 791	10,0%
Ventes locales	1 434	1 200	1 333	1 324	2 364	2 657	12,4%
Exportations	6 311	10 295	8 223	8 781	14 967	17 004	13,6%

Sources : Seef, Rougier Gabon, Cora Wood Gabon, Otim Veener.

II.8. LES AUTRES INDUSTRIES DE TRANSFORMATION

II.8.1. La chimie

- **Les peintures**

L'activité de la branche des peintures a été morose au premier semestre 2020. En effet, la production a régressé de 19% à 1 411 tonnes. Le chiffre d'affaires a suivi la même tendance (-17,9%) pour se situer à 3,4 milliard de FCFA. Les effectifs sont restés stables à 86 agents permanents pour une masse salariale en hausse de 4,7% à 514 millions de FCFA.

Evolution de l'activité des peintures

	3T19	4T19	1T20	2T20	Premier semestre		
					2019	2020	Var 20/19
Production (en tonnes)	1 009,1	600,9	652,6	758,2	1 741	1 411	-19,0%
Chiffre d'affaires (millions de FCFA)	2 417,6	2 377,5	1 942,5	1 421,1	4 098	3 364	-17,9%
Masse salariale (millions de FCFA)	244,6	288,0	272,5	241,5	491	514	4,7%
Effectifs (en nombre)	86	86	87	86	86	86	0,0%

Source : PPG, Chimie Gabon

- **Les gaz industriels**

La branche des gaz industriels a enregistré des résultats satisfaisants. La production a ainsi augmenté de 6,3% pour se situer à 201 292 m³, suite à un accroissement des commandes de l'azote liquide et gazeux dans les secteurs industriel et médical, notamment pour la conservation des matières biologiques, pour les travaux des laboratoires à basse température ou pour le transport, en lien avec l'épidémie. Sur le plan commercial, le chiffre d'affaires s'est amélioré 3% pour se situer à 1,3 milliard de FCFA. La masse salariale et les effectifs ont légèrement fléchi respectivement de 1,2% et 2,4%.

Evolution de l'activité des gaz industriels

	3T19	4T19	1T20	2T20	Premier semestre		
					2019	2020	Var 20/19
Productions (en m³)	228 717	139 242	137 702	63 590	189 310	201 292	6,3%
Oxygène	137 197	64 075	37 012	40 016	142 958	77 028	-46,1%
Azote gazeux	4 755	2 711	2 812	0	2 549	2 812	10,3%
Azote liquide	76 130	68 118	92 056	21 695	25 738	113 751	342,0%
Acétylène	10 635	4 338	5 822	1 879	18 065	7 701	-57,4%
Chiffre d'affaires (millions de FCFA)	672	753	726	614	1 302	1 341	3,0%
Masse salariale (millions de FCFA)	125	136	123	121	247	244	-1,2%
Effectifs (nombre d'agents)	41	41	41	40	41	40	-2,4%

Source : Air Liquide Gabon (GABOA)

II.8.2. Les matériaux de construction

Après six mois d'activité, la branche de fabrication de ciment a enregistré une détérioration de ses performances industrielle et commerciale. La production du ciment a baissé de 14,9% pour se situer à 214 047 tonnes à fin juin 2020 contre 251 668 tonnes au cours de la même période en 2019. De même, les importations de clinker et les ventes de ciment ont reculé de 20% et 10,1% respectivement,

en lien avec le ralentissement économique national. Le chiffre d'affaires a ainsi diminué de 13,7% à 15,25 milliards de FCFA. Parallèlement, la masse salariale a régressé de 14,1% pour un effectif de 111 agents.

Evolution de l'activité des matériaux de construction

	3T19	4T19	1T20	2T20	Premier semestre		
					2019	2020	Var 20/19
Productions (en tonnes)							
Clinker (importations)	119 739	114 165	88 047	73 550	201 997	161 597	-20,0%
Ciment	169 688	114 845	113 697	100 350	251 668	214 047	-14,9%
Ventes de ciment (en tonnes)	173 975	113 317	113 252	102 200	239 629	215 452	-10,1%
Chiffre d'affaires (millions de FCFA)	12 429	9 190	8 011	7 244	17 435	15 256	-12,5%
Masse salariale (millions de FCFA)	407	342	366	365	851	731	-14,1%
Effectifs	114	67	112	111	113	111	-1,8%

Source : CIMAF, CIMGABON

II.8.3. La transformation des métaux

La production de tôles a enregistré une légère baisse de 1,4% à fin juin 2020, pour se situer à 733,7 tonnes. Sur le plan commercial, le chiffre d'affaires a baissé de 7,7% à 2,017 milliards de FCFA. De même, on note un recul de 5,7% de la masse salariale, pour un effectif stable à 30 agents.

Evolution de l'activité de la transformation des métaux

	3T19	4T19	1T20	2T20	Premier semestre		
					2019	2020	Var 20/19
Production (en tonnes)	400,3	471,9	379,6	354,1	744	734	-1,4%
Tôles minces	82,7	150,8	98,0	103,0	187	201	7,5%
Tôles épaisses	317,6	321,1	281,6	251,1	557	533	-4,4%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	1 230,9	1 303,6	1 016,9	1 000,5	2 187	2 017	-7,7%
Masse salariale (en millions de FCFA)	86,1	116,3	69,2	92,1	171	161	-5,7%
Effectifs (en nombre d'agents)	28	28	29	30	30	30	0,0%

Source : Sotralga

II.8.4. La fonderie

L'activité de la branche de la fonderie a été en baisse au terme du premier semestre 2020. En effet, la production consolidée a reculé de 18,2%, à 3 927 tonnes en 2020 contre 4 803 tonnes en 2019. Ce repli s'explique à la fois par la baisse d'activité due à la pandémie du coronavirus, mais également au manque des intrants (rebus de fer et autres dérivés de fer, etc.). Ainsi, le chiffre d'affaires s'est contracté de 12,2% à 1,8 milliard de FCFA. Parallèlement, la masse salariale a régressé de 2,8% avec un effectif quasi-stable de 229 agents.

Evolution de l'activité de fonderie

	3T19	4T19	1T20	2T20	Premier semestre		
					2019	2020	Var 20/19
Production (en tonnes)	2 132,5	1 981,8	2 968,2	959,0	4 803	3 927	-18,2%
Aluminium	457,4	325,3	363,8	201,4	877	565	-35,6%
Plomb	267,9	376,8	371,5	205,3	555	577	4,0%
Cuivre	226,9	236,7	289,2	263,2	510	552	8,4%
Bronze & laiton	63,2	48,6	113,7	55,0	86	169	95,0%
Fer à béton	1 117,1	994,4	1 830,0	234,1	2 774	2 064	-25,6%
Chiffre d'affaires (millions de FCFA)	968	1 070	988	849	2 100	1 837	-12,5%
Masse salariale (millions de FCFA)	200,0	197,5	191,1	169,6	371	361	-2,8%
Effectifs (en nombre d'agents)	229	229	230	229	228	229	0,4%

Sources : Metal Co Gsez; Sogametal Gsez, Acieries du Gabon, Africa Alloys.

II.8.5. La fabrication de batteries

La branche de fabrication des batteries a affiché une production de 520 unités, en recul de 8,3% par rapport au premier semestre 2019. Par contre, le chiffre d'affaires a progressé de 3,8% pour se situer à 16,7 millions de FCFA en 2020, en lien avec une bonne tenue des ventes. Parallèlement, la masse salariale a suivi la même tendance haussière (+36%).

Evolution de l'activité de fabrication de batteries

	3T19	4T19	1T20	2T20	Premier semestre		
					2019	2020	Var 20/19
Production (en tonnes)	220	258	280	240	567	520	-8,3%
Chiffre d'affaires (millions de FCFA)	6,8	8,9	10,7	6,0	16,1	16,7	3,8%
Effectifs (en nombre d'agents)	5	5	4	4	5	4	-20,0%
Masse salariale (millions de FCFA)	1,7	1,7	2,5	2,2	3,4	4,7	36,5%

Source: Hai Sheng Rong Hua (gsez)

II.8.6. L'industrie minière

Les résultats de la production d'alliages ont été une nouvelle fois négatifs à la fin du premier semestre 2020. En effet, dans un contexte difficile pour les marchés d'Europe et des Etats-Unis au deuxième trimestre, l'activité d'électrolyse pour la fabrication du manganèse métal a été arrêtée en avril. L'opérateur a toutefois poursuivi le reste des opérations. Ainsi, la production d'alliages de manganèse s'est située à 19 748 tonnes, soit un repli de 12,9% induit par la chute de la production de manganèse métal.

En revanche, les ventes ont nettement progressé, passant de 20 750 à 26 266 tonnes, soit un accroissement de 26,6%. Parallèlement, le chiffre d'affaires s'est amélioré de 13,6% pour atteindre 16,4 milliards de francs CFA contre 14,4 milliards en juin 2019, en dépit du repli des cours des alliages de 3% et 8,6% respectivement pour le silico-manganèse et le manganèse métal.

Evolution de l'activité de transformation de manganèse

	3T19	4T19	1T20	2T20	Premier semestre		
					2019	2020	Var 20/19
Production (en tonnes)	13 341	14 674	10 302	6 899	19 748	17 201	-12,9%
<i>Silico Manganèse (SiMn)</i>	<i>11 116</i>	<i>12 818</i>	<i>9 196</i>	<i>6 655</i>	<i>15 673</i>	<i>15 851</i>	<i>1,1%</i>
<i>Manganèse Métal (Mn Métal)</i>	<i>2 225</i>	<i>1 856</i>	<i>1 106</i>	<i>244</i>	<i>4 075</i>	<i>1 350</i>	-66,9%
Exportations (en tonnes)	9 707	10 052	17 234	9 032	20 750	26 266	26,6%
<i>Silico Manganèse (SiMn)</i>	<i>8 200</i>	<i>8 367</i>	<i>14 800</i>	<i>8 437</i>	<i>16 831</i>	<i>23 237</i>	<i>38,1%</i>
<i>Manganèse Métal (Mn Métal)</i>	<i>1 507</i>	<i>1 685</i>	<i>2 434</i>	<i>595</i>	<i>3 919</i>	<i>3 029</i>	-22,7%
Chiffre d'affaires (en milliards de FCFA)	6 410	6 397	9 825	6 563	14 422	16 388	13,6%

Source : Complexe Métallurgique de Moanda (CMM)

II.9. RAFFINAGE, PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'EAU ET D'ELECTRICITE**II.9.1. Le raffinage**

L'activité de raffinage a enregistré des résultats satisfaisant sur la période examinée. Ainsi, le volume de brut traité a fortement augmenté de près de 43% à 347 159 tonnes métriques, matérialisant l'amélioration de l'outil de production. Parallèlement, les importations ont chuté de près de 36% à 129 565 tonnes métriques.

Au niveau des ventes, hormis le Jet A1 qui a chuté de 45,6% en lien avec le ralentissement des activités de transport aériens, tous les autres produits ont progressé. Toutefois, malgré la bonne tenue des ventes locales, le chiffre d'affaires a fléchi de 2,7% à 79,2 milliards de FCFA, plombé par les contreperformances des exportations.

Evolution de l'activité de raffinage

	3T19	4T19	1T20	2T20	Premier semestre		
					2019	2020	Var 20/19
Total du brut traité	211 116	221 015	178 989	168 170	243 340	347 159	42,7%
Compte propre (tonnes métriques)	211 116	221 015	178 989	168 170	243 340	347 159	42,7%
Importations de produits pétroliers (TM)	50 752	75 020	80 684	48 881	201 507	129 565	-35,7%
Butane (TM)	9 362	75 020	11 058	12 591	18 320	23 649	29,1%
Essence (TM)	2 678	0	8 963	3 986	26 586	12 949	-51,3%
Gasoil (TM)	38 712	0	60 663	32 304	155 311	92 967	-40,1%
Ventes de SOGARA							
Butane (TM)	2 085	1 995	1 126	2 431	2 738	3 557	29,9%
Super (m ³)	16 915	18 777	10 255	13 724	20 214	23 979	18,6%
Pétrole lampant (m ³)	755	1 659	1 725	2 506	3 470	4 231	21,9%
Jet A1 (m ³)	9 806	22 112	8 918	3 574	22 970	12 492	-45,6%
Gas-oil moteur (m ³)	64 792	65 255	64 592	60 539	79 621	125 130	57,2%
Jet A1 export (TM)	5 812	6 036	0	6 932	0	6 932	-
Résidu atmosphérique export (TM)	120 377	120 559	89 765	91 306	147 017	181 070	23,2%
Chiffre d'affaires (millions FCFA)	64 836	73 058	49 500	27 572	81 403	77 072	-5,3%
Chiffre d'affaires intérieur	34 261	40 560	30 565	17 767	45 690	48 332	5,8%
Chiffre d'affaires export	30 575	32 498	18 936	9 805	35 712	28 741	-19,5%

Sources : Sogara, DGH

II.9.2. L'électricité

La production nette d'électricité s'est améliorée de 1,2% à 1 246,3 Gwh, au cours des six premiers mois, en relation avec l'augmentation de 3% des achats auprès de la Société de Patrimoine, face à une production de la SEEG relativement stable (+0,7%).

Sur le plan commercial, les ventes ont reculé de 1,6%, pénalisées par les volumes facturés en moyenne tension (-7,8%). Ce, sous l'effet de la contraction des consommations d'électricité de nombreuses entreprises, en raison de la réduction ou de l'arrêt de leur activité. En conséquence, le chiffre d'affaires a baissé de 1,5% à 89,76 milliards FCFA.

Evolution de l'activité de la branche électricité

	3T19	4T19	1T20	2T20	Premier semestre		
					2019	2020	Var 20/19
Production nette (en GWh)	559,2	591,9	637,0	609,3	1 231,1	1 246,3	1,2%
Production nette SEEG	443,4	457,3	495,1	462,9	951,3	958,0	0,7%
Achats d'électricité à Telemenia (Lbv)	115,8	134,6	141,9	146,4	279,8	288,3	3,0%
Volumes total facturés hors cession (GWh)	406,1	418,4	453,5	412,3	879,6	865,8	-1,6%
Volumes facturés MT hors cession	145,4	147,1	158,3	134,5	317,5	292,8	-7,8%
Volumes facturés BT hors cession	260,7	271,3	295,2	277,8	562,0	573,0	2,0%
CA Total hors cession (millions de FCFA)	42 225	43 579	46 556	43 204	91 104	89 760	-1,5%
CA MT hors cession	12 800	12 944	13 227	12 199	27 064	25 426	-6,1%
CA BT hors cession	29 425	30 635	33 329	31 005	64 040	64 334	0,5%
PRIX MOYEN (en FCFA)							
Prix du KWh MT (en FCFA)	88,1	88,0	83,6	90,9	86,5	87,3	0,9%
Prix du KWh BT (en FCFA)	112,9	112,9	112,9	111,7	114,1	112,3	-1,6%

Sources : Seeg, Société de Patrimoine

II.9.3. L'eau

Au premier semestre 2020, la production d'eau potable a baissé de 1,2% à 59,32 m³ en glissement annuel. Les ventes ont suivi la même tendance pour reculer de 2,9%, suite à la diminution des volumes vendus, malgré la hausse du nombre d'abonnés (+ 4,7%). Corrélativement, le chiffre d'affaires s'est replié de 3,3% à 12,1 milliards de FCFA, sous le double effet de la baisse des ventes et des tarifs (- 0,4%).

Evolution de l'activité de la branche eau

(en milliers de m ³)	3T19	4T19	1T20	2T20	Premier semestre		
					2019	2020	Var 20/19
Production nette	28 932	29 200	29 623	29 699	60 065	59 323	-1,2%
Ventes hors cession	15 285	14 400	16 511	14 783	32 217	31 294	-2,9%
CA hors cession (en millions de FCFA)	5 955	5 865	6 392	5 730	12 533	12 122	-3,3%
Prix moyen du m ³ (en FCFA)	390	407	387	388	389	388	-0,4%

Source: SEEG

II.9.4 Les BTP

L'observé conjoncturel à fin juin 2020 fait ressortir un retournement de la conjoncture après cinq trimestres consécutifs de hausse. Cette contreperformance est liée au ralentissement et à l'arrêt de certains chantiers, exacerbée par les effets néfastes des mesures barrières édictées par le gouvernement pour endiguer la propagation du coronavirus. En conséquence, la production vendue a chuté de 34,3% à 33,5 milliards de FCFA.

Les effectifs se sont repliés de 9,6% à 1 718 personnes, du fait de la réduction des équipes durant la période de confinement et de l'arrêt de certains chantiers.

Evolution de l'activité des BTP

(en millions de FCFA)	3T19	4T19	1T20	2T20	Premier semestre		
					2019	2020	Var 20/19
Production vendue	20 186	22 774	20 031	13 448	50 928	33 480	-34,3%
Bâtiment et Génie civil	16 456	18 970	16 214	11 057	43 318	27 271	-37,0%
Lignes Eau, Electricité, Téléphone	3 730	3 803	3 817	2 391	7 610	6 208	-18,4%
Effectifs (nombre d'agents)	2 033	1 861	1 916	1 718	1 900	1 718	-9,6%

Source : Société Colas Gabon ,Faco Construction, Mika Services, Acciona , Corail BTP, Conduril, Crbc, CGPR, Sogafric Services, ETE, Seteg.

II.10. LE TRANSPORT ET LES AUXILIAIRES DE TRANSPORT**II.10.1. Le transport ferroviaire**

L'activité ferroviaire s'est globalement bien comportée, malgré le contexte de crise sanitaire ayant entraîné la suspension du transport passager. Ainsi, le volume global des marchandises acheminées par voie ferrée a bondi de 37,5% à 4,4 millions de tonnes. Cette embellie provient du transport du manganèse (+46,4%), mais également du bois débité conteneurisé (51,2%). A contrario, le nombre de passagers a chuté de plus de 55% du fait de la limitation des déplacements des populations en raison des mesures sanitaires. L'activité globale a ainsi généré un chiffre d'affaires en augmentation de 21,1% à 43,1 milliards de FCFA.

Evolution de l'activité du transport ferroviaire

	3T19	4T19	1T20	2T20	Premier semestre		
					2019	2020	Var 20/19
Nombre de passagers	112 178	77 078	59 303	0	132 664	59 303	-55,3%
Volume global des marchandises (en tonnes)	2 044 568	1 922 335	1 957 195	2 440 218	3 200 032	4 397 413	37,4%
Grumes	83 904	73 736	91 977	116 119	220 834	208 096	-5,8%
Bois débités	5 766	3 700	4 720	3 258	8 774	7 978	-9,1%
Bois débité ou déroulé conteneurisé	24 819	20 314	16 968	24 803	27 628	41 771	51,2%
Manganèse	1 826 644	1 725 869	1 745 904	2 200 650	2 696 097	3 946 554	46,4%
Produits C2M	19 629	15 692	11 063	13 283	41 757	24 346	-41,7%
Produits pétroliers	16 669	14 617	17 262	17 649	33 680	34 911	3,7%
Autres marchandises	67 137	68 407	70 733	64 456	171 262	135 189	-21,1%
Chiffre d'affaires (millions de FCFA)	22 376	20 057	20 369	22 785	35 645	43 154	21,1%

Source: SETRAG

II.10.2. Le transport maritime**II.10.2.1. L'activité portuaire à Owendo (GSEZ)**

Le transport maritime, à travers l'activité des ports GSEZ-MT et GSEZ-Cargo, a présenté des résultats globalement positifs, ce malgré un contexte marqué par le recul de l'activité dans de nombreux secteurs. En effet, les mouvements des bateaux ont augmenté de 36,7% et le volume global des marchandises manipulées au niveau des deux ports s'est accru de 39,5% à 2,66 millions de tonnes, en lien avec la bonne tenue du transport du manganèse (+85%).

Evolution de l'activité portuaire

	3T19	4T19	1T20	2T20	Premier semestre		
					2019	2020	Var 20/19
Mouvements des bateaux	65	63	52	56	79	108	36,7%
Volume global de marchandises (en tonnes)	1 358 013	1 455 066	1 229 565	1 427 330	1 905 166	2 656 895	39,5%
Manganèse	1 015 532	1 108 938	960 138	1 175 749	1 154 796	2 135 888	85,0%
Autres marchandises	342 481	346 128	269 426	251 581	750 369	521 007	-30,6%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	19 938	24 120	16 853	20 375	23 704	37 228	57,1%
Effectif permanent (nombre d'agents)	516	511	511	500	518	500	-3,5%
Masse salariale (en millions de FCFA)	1 563	1 583	1 597	1 915	3 689	3 512	-4,8%

Source: GPM, GSEZ-Cargp, GSEZ-MT

II.11 LES TELECOMMUNICATIONS

Les résultats consolidés du secteur des télécommunications ont été négatifs. En effet, le nombre d'abonnés au téléphone a baissé de 7,7% à 2,8 millions de personnes, exacerbé par le recul des abonnés à la téléphonie mobile (-7,8%). Suivant la même tendance, le nombre d'abonnés internet mobile s'est replié de 7,4% à 1,89 million de personnes comparativement au premier semestre 2019. Sur le plan commercial, le chiffre d'affaires a fléchi de 4,5% à 104 milliards de FCFA, plombé par les résultats de la téléphonie mobile. En glissement trimestriel en 2020, le chiffre d'affaires de la téléphonie mobile a perdu 4,9%, passant de 39 milliards à 37 milliards de FCFA entre le premier et le deuxième trimestre. Cette situation résulte à la fois du repli du nombre d'abonnés au mobile et de la baisse continue du coût de communication consécutive aux nombreuses opérations promotionnelles.

Evolution de l'activité des télécommunications

	3T19	4T19	1T20	2T20	Premier semestre		
					2019	2020	Var 20/19
Chiffres d'affaires (en millions de FCFA)	58 361	55 538	52 737	51 511	109 213	104 248	-4,5%
Nombre d'abonnés au mobile (milliers)	3 020	2 993	2 944	2 791	3 027	2 791	-7,8%
Nombre d'abonnés au téléphone fixe (milliers)	22,1	22,3	22,7	23,3	21,9	23,3	6,3%
Nombre d'abonnés total au Téléphone	3 042	3 015	2 967	2 814	3 049	2 814	-7,7%
Nombre d'abonnés Data mobile (en milliers)	2 037	2 049	2 005	1 890	2 042	1 890	-7,4%
Nombre d'abonnés ADSL + FTTH (en milliers)	17,5	18,0	18,4	19,6	17,5	19,6	11,9%

Sources : Gabon-Télécom-Moov, AIRTEL Gabon

II.12 LE COMMERCE**II.12.1 Le commerce général structuré**

Malgré de contexte de pandémie, le commerce général structuré a affiché un chiffre d'affaires stable à 160 milliards de FCFA, à fin juin 2020. Cette stabilité provient de la stratégie adoptée par la plupart des sociétés de la branche qui proposent de nouvelles gammes de produits, tout en exerçant une politique commerciale agressive (publicité, promotion, rapport qualité/prix et disponibilité des stocks), en vue de fidéliser la clientèle.

Evolution du commerce général structuré

	3T19	4T19	1T20	2T20	Premier semestre		
					2019	2020	Var 20/19
Chiffre d'affaires (en milliards de FCFA)	87,7	86,6	82,7	77,3	159,7	160,1	0,2%

Sources : Ceca-Gadis, Gabon Meca, Nestlé Gabon, Bernabé Gabon, Bati-Plus, Centre Affaire, Mbolo, San, Sipagel

II.12.2. Le commerce des véhicules

- **Véhicules utilitaires**

Les ventes de véhicules utilitaires neufs par l'URAI ont légèrement fléchi de 1,2% à 1 359 unités au premier semestre 2020. Ce repli est lié à la pandémie de coronavirus qui a fortement impacté l'activité de la majorité des secteurs, notamment l'exploitation forestière et les BTP qui en sont les principaux clients.

Evolution du commerce des véhicules utilitaires neufs

	3T19	4T19	1T20	2T20	Premier semestre		
					2019	2020	Var 20/19
Nombre de véhicules vendus	677	747	748	611	1 375	1 359	-1,2%

Source : URAI (Union des représentants des automobiles industriels)

- **Véhicules industriels**

Le segment du commerce des véhicules industriels a enregistré une contraction de son chiffre d'affaires de 8,2% à 13,3 milliards de FCFA. Cette baisse est liée, entre autres, aux mesures de lutte contre la propagation du Covid19. Par ailleurs, afin de prévenir les tensions de trésorerie durant cette période de crise sanitaire, Tractafic a revu sa politique de vente à crédit, réduisant ainsi fortement le nombre de clients.

Evolution du commerce des véhicules industriels

	3T19	4T19	1T20	2T20	Premier semestre		
					2019	2020	Var 20/19
Chiffre d'affaires (en milliards de FCFA)	8,9	4,0	5,7	7,6	14,5	13,3	-8,2%

Source : Tractafic Equipement

II.12.3. Le commerce des produits pétroliers

L'observé conjoncturel à fin juin 2020 fait apparaître une contraction des volumes vendus de produits pétroliers 7,7% à 289 399 tonnes métriques. Cette situation est consécutive aux mesures sanitaires qui ont fortement paralysé les transports.

Evolution du commerce des produits pétroliers

	3T19	4T19	1T20	2T20	Premier semestre		
					2019	2020	Var 20/19
Volumes vendus (en tonnes métriques)	171 270	169 279	166 038	123 361	313 527	289 399	-7,7%
<i>dont Gasoil</i>	120 575	119 590	120 968	88 120	226 364	209 088	-7,6%
<i>Supercarburant</i>	20 331	21 148	19 827	15 317	39 430	35 144	-10,9%
<i>Kérosène</i>	10 478	10 249	6 938	1 983	12 986	8 921	-31,3%

Source : GPP (Groupement Professionnel Pétrolier)

II.12.4. Le commerce des produits pharmaceutiques

Le commerce des produits pharmaceutiques a consolidé ses performances commerciales au premier semestre 2020. Le chiffre d'affaires s'est amélioré de 2,9% à 30,6 milliards de FCFA, du fait de la fermeté de la demande de médicaments, notamment les produits destinés à la lutte contre la Covid-19.

Evolution du commerce des produits pharmaceutiques

	3T19	4T19	1T20	2T20	Premier semestre		
					2019	2020	Var 20/19
Chiffre d'affaires (en milliards de FCFA)	14,5	16,4	15,8	14,8	29,8	30,6	2,9%

Sources : Ubipharma-Gabon, Pharmagabon

II.13. LES AUTRES SERVICES

II.13.1. Les Services rendus aux entreprises

L'activité des services rendus aux entreprises a reculé sur les six premiers mois de l'année. En effet, la pandémie a occasionné des tensions de trésorerie, la perte de la clientèle, la fermeture d'entreprises et la paralysie dans de nombreux secteurs. Ainsi, le chiffre d'affaires a baissé de 10,8% pour se situer à 11,794 milliards de FCFA contre 13,224 milliards de FCFA en 2019.

Evolution de l'activité des services rendus aux entreprises

	3T19	4T19	1T20	2T20	Premier semestre		
					2019	2020	Var 20/19
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	4 583	5 784	6 445	5 341	13 224	11 785	-10,9%

Source: Deloitte Touche Tohmatsu, Deloitte juridique et fiscal, FEAG, PWC, PWC Tax & Legal, CIS, CFAO Technologies,

II.13.2. Les Services rendus aux particuliers

Les services rendus aux particuliers ont enregistré une forte baisse, suite à l'adoption des mesures sanitaires qui ont occasionné la suspension de certaines activités. Le chiffre d'affaires a ainsi chuté de 21,7% à 16,9 milliards de FCFA en glissement annuel.

Evolution de l'activité des services rendus aux particuliers

	3T19	4T19	1T20	2T20	Premier semestre		
					2019	2020	Var 20/19
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	10 742	11 175	10 502	6 472	21 671	16 974	-21,7%

Sources : Polyclinique El rapha, Médical Optique, Gesparc, Franstel, Evenements, Cabinet de groupe des Medecins, Gabosep, Casepga, Saaf la colombe, Labo color, Pmug, Sgjl, Sgcl.

II.13.3. Les Services immobiliers

Malgré un contexte économique défavorable, la branche des services immobiliers a connu un regain d'activité suite à la vente de parcelles tant à Angondjé qu'à l'intérieur du pays, à la stabilité dans la gestion et au maintien des transactions locatives soutenues par la forte demande en logements. Le chiffre d'affaires des services immobiliers est ainsi passé de 1,045 milliard de FCFA à près de 2 milliards de FCFA en 2020, soit une forte hausse de 90,4% sur la période.

Evolution de l'activité des services immobiliers

	3T19	4T19	1T20	2T20	Premier semestre		
					2019	2020	Var 20/19
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	578	2 143	540	1 450	1 045	1 990	90,4%

Source: Agences N°1, AIL, Alliance, SNI, SCI Equateur III, BICP

II.13.4. Les Services de réparation mécanique

Le chiffre d'affaires généré par les prestations de réparation mécanique a reculé de 9,5%. Le chiffre d'affaires a baissé à 7, milliards de FCFA. La période a été marquée par la fusion-absorption de Dieselec par ECIG.

Evolution de l'activité des services de mécanique générale

	3T19	4T19	1T20	2T20	Premier semestre		
					2019	2020	Var 20/19
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	4 439	3 610	4 732	2 959	8 499	7 691	-9,5%

Sources: Pea, Big, Gsa, Ecig, Dieselec

II. 14 LA SITUATION DU SYSTEME BANCAIRE**II.14-1 La situation du bilan**

A fin juin, le total agrégé des bilans des banques a progressé de 1,7% à 2 688,9 milliards de FCFA contre 2 644,7 milliards un an plus tôt. Cette évolution est essentiellement liée à la hausse des dépôts de la clientèle (+3,8% à 2 143,1 milliards de FCFA) et à la consolidation des capitaux permanents (+24,5%).

Le taux de couverture des crédits par les dépôts s'est amélioré, passant de 148,1% à fin juin 2019 à 159,9% à fin juin 2020. Les créances en souffrance ont baissé de 25,4% pour s'établir à 166,9 milliards de FCFA à la fin juin 2020, toute chose qui traduit une nette amélioration de la qualité du portefeuille crédit.

Evolution de la situation bilancière (en milliards de FCFA)

Crédits distribués	Fin juin 2018	Fin juin 2019	Fin juin 2020	2019/2020
DEPOTS DE LA CLIENTELE	2 073,3	2 064,6	2 143,1	3,8%
Crédits bruts	1 597,9	1 560,3	1 462,1	-6,3%
Créances en souffrance	221,3	223,6	166,9	-25,4%
Provision pour dépréciation des comptes de la clientèle	140,3	165,9	122,0	-26,5%
CREDITS NETS	1 457,6	1 394,4	1 340,0	-3,9%
CAPITAUX PERMANENTS	288,8	300,6	374,3	24,5%
VALEURS IMMOBILISEES	176,8	214,5	233,3	8,8%
AUTRES POSTES NETS	50,9	39,2	19,8	-49,5%
EXCEDENT / DEFICIT DE TRESORERIE	778,5	795,6	963,8	21,1%
TOTAL DU BILAN	2 576,9	2 644,7	2 688,9	1,7%

Source : COBAC

II.14.2 Les opérations avec la clientèle

II.14.2.1 Les ressources collectées

Les ressources collectées par le secteur bancaire gabonais ont augmenté de 3,8% à 2 143,1 milliards de FCFA au premier semestre 2020, tirées par la hausse simultanée du niveau des comptes à vue, des comptes de dépôts à régime spécial et des autres comptes.

Les ressources à vue ont progressé de 7,4% à 1 470,7 milliards de FCFA, sous l'effet des augmentations conjuguées de tous types de déposants, à l'exception des dépôts publics. Les ressources à vue ont représenté 68,6% du total des dépôts contre 66,3% à la même période l'année précédente.

Les ressources à terme, essentiellement constituées des comptes à terme et des comptes de dépôts à régime spécial (bons de caisse), se sont établies à 552,1 milliards de FCFA à fin juin 2020 contre 600 milliards un an plus tôt, en baisse de 8%. Celle-ci est imputable, entre autres, à l'impact négatif de la COVID-19 sur l'activité économique nationale. Ce qui a conduit les agents économiques à puiser dans leur épargne afin de faire face à leurs besoins de trésorerie. Ces ressources ont représenté 25,8% du total des dépôts collectés.

Evolution des ressources par type de compte (en milliards de FCFA)

Types de comptes	30/06/2018	30/06/2019	30/06/2020	2019/2020
Comptes à vue	1 281,7	1 369,6	1 470,7	7,4%
Comptes à terme	658,8	578,2	528,6	-8,6%
Comptes de dépôts à régime spécial	20,6	21,8	23,5	7,8%
Autres comptes	97,6	82,8	111,5	34,7%
Dettes rattachées	14,5	12,2	8,8	-27,9%
TOTAL DES DEPOTS	2 073,2	2 064,6	2 143,1	3,8%

Source : COBAC

Dans le même temps, l'analyse par type de déposants fait ressortir une baisse des dépôts publics de 11,8 % à 101,9 milliards de FCFA. En revanche, les dépôts des entreprises publiques ont enregistré un rebond de 28,1% à 74,8 milliards de FCFA. Ceux du secteur privé non financier se sont consolidés de 2% à 1 793,8 milliards de FCFA (soit 83,7% du total des dépôts). Cette tendance haussière est également observée pour les dépôts des non-résidents (38%) et les dépôts non ventilés (26,6%) sur la période sous revue.

Evolution des dépôts par type de déposants (en milliards de FCFA)

Dépôts de la clientèle	30/06/2018	30/06/2019	30/06/2020	2019/2020
Dépôts publics	157,0	115,5	101,9	-11,8%
Dépôts des entreprises publiques	56,8	58,4	74,8	28,1%
Dépôts privés	1 721,7	1 757,8	1 793,8	2,0%
Dépôts des non-résidents	25,6	37,9	52,3	38,0%
Dépôts non ventilés	112,1	95,0	120,3	26,6%
TOTAL DES DEPOTS	2 073,2	2 064,6	2 143,1	3,8%

Source : COBAC

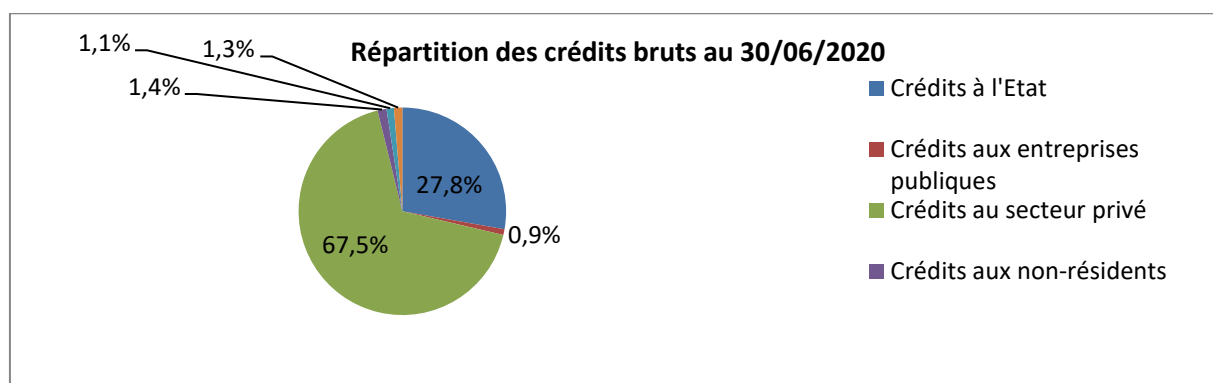
II.14.2.2 Les crédits distribués

Les crédits bruts distribués ont reculé de 6,3% à 1 462,1 milliards de FCFA contre 1 560,3 milliards un an auparavant, impactés essentiellement par la baisse des crédits accordés aux entreprises publiques, au secteur privé et aux non-résidents.

Les crédits accordés aux administrations publiques ont progressé sensiblement de 0,8%, tandis que ceux en faveur du secteur privé ont régressé de 7,5% à 986,6 milliards de FCFA, malgré les mesures d'accompagnement prises par l'Etat afin de soutenir le secteur privé, dans un contexte de confinement du « Grand Libreville ». Ils ont représenté 67,5% du total des crédits.

En glissement annuel, les crédits octroyés aux non-résidents sont en déclin de 52,3% à 20,5 milliards de FCFA en juin 2020. Cette situation est consécutive à la fermeture des frontières et au ralentissement de l'activité économique mondiale.

Les crédits consentis aux entreprises publiques qui ont représenté seulement 0,9% du total des crédits bruts, ont diminué de 3,7% à 13,1 milliards de FCFA. Enfin, on note une hausse des opérations de crédit-bail dont l'encours s'élève à 16,8 milliards de FCFA sur la période d'analyse.



Evolution des crédits bruts par type de bénéficiaires (en milliards de FCFA)

Crédits distribués	30/06/2018	30/06/2019	30/06/2020	2019/2020
Crédits à l'Etat	457,2	402,8	406,1	0,8%
Crédits aux entreprises publiques	15,1	13,6	13,1	-3,7%
Crédits au secteur privé	1 037,6	1 066,6	986,6	-7,5%
Crédits aux non-résidents	55,7	43,0	20,5	-52,3%
Encours financier des opérations de crédit-bail	12,0	15,6	16,8	7,7%
Autres créances	20,4	18,7	19,0	1,6%
TOTAL CREDITS BRUTS	1 598,0	1 560,3	1 462,1	-6,3%

Source : COBAC

II.15. LES ACTIVITES DE MICROFINANCE A FIN JUIN 2020

L'activité de microfinance à fin juin 2020 s'est soldée par une hausse des ressources et des emplois. Les données examinées concernent neuf EMF dont huit sociétés anonymes. En plus des EMF en pleine restructuration, les nouveaux établissements ne procèdent pas encore au reporting trimestriel SESAME.

Evolution des ressources et des emplois en milliards de FCFA

En milliards de FCFA	Juin 2018	Juin 2019	Juin 2020	Var20/19
Fonds propres	3,56	6,6	11,34	41,8%
Encours de dépôts	57,05	37,2	60,1	61,6%
Encours de crédits	48,50	32,46	51,7	59,3%

II.15.1 La configuration du secteur

L'offre de services financiers de proximité est assurée par 19 EMF (contre 14 en juin 2019), dont six (6) coopératives d'épargne et de crédit et treize (13) sociétés anonymes. Cette répartition consacre toujours le contrôle du secteur par les sociétés anonymes qui collectent l'épargne et accordent des crédits aux tiers.

On a dénombré trois (3) agences et points de vente supplémentaires, suite au démarrage effectif des activités des nouveaux établissements. Toutefois, celle-ci sont majoritairement concentrées à Libreville, Port-Gentil, Franceville et Oyem.

Dénombrement des EMF à l'échelle nationale

	Juin 2018	Juin 2019	Juin 2020	Var20/19
Nombre d'EMF	14	14	19	+5
Nombre d'agences	68	76	80	+4

Sources : EMF/Cellule Microfinance

II.15.2. La clientèle des EMF

L'ouverture de nouvelles agences s'est traduite par l'augmentation du nombre de clients. En effet, le secteur a enregistré une hausse de 17,9% de sa clientèle qui passe de 193 790 à 228 470 usagers. La cible des EMF est composée de particuliers salariés ou justifiant d'un revenu permanent régulier notamment, les PME/PMI, les commerçants et artisans, les retraités et les étudiants boursiers. Cependant, quatre principaux établissements (FINAM, LOXIA, EDG et Express-Union) regroupent à eux seuls près de 95% des clients du secteur.

Evolution de la clientèle et des effectifs

(par unité)	Juin 2018	Juin 2019	Juin 2020	Var20/19
Usagers	189792	193790	228470	17,9%
Effectifs	630	545	598	9,7%

Sources : EMF/Cellule Microfinance

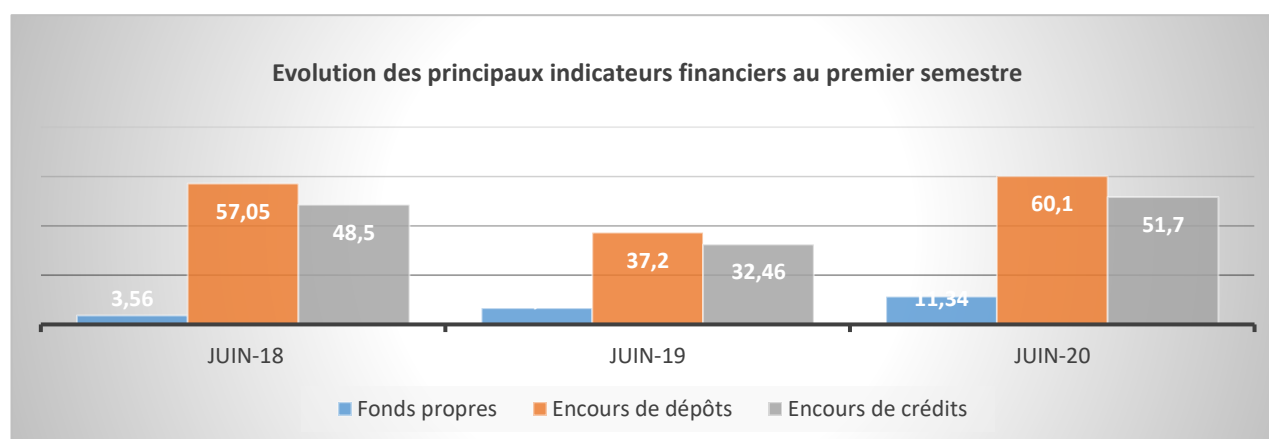
L'effectif du secteur a augmenté de 9,7% pour atteindre 598 salariés à fin juin 2020, à la suite de recrutements liés à la création de nouvelles agences.

II.15.3. Capitaux propres et intermédiation financière

Au premier semestre 2020, les fonds propres des EMF ont augmenté de 41,8% à 11,34 milliards de FCFA, suite au respect par plusieurs EMF, de la limite du capital social minimum exigé par la réglementation fixée à 300 millions de FCFA.

L'analyse des indicateurs d'intermédiation fait apparaître une hausse d'activité, traduisant une amélioration de l'inclusion financière. En effet, les dépôts collectés se sont élevés à 60,1 milliards de FCFA, en hausse de 61,5%, contre 37,2 milliards de FCFA en 2019. L'analyse par type de dépôts fait ressortir une prépondérance des dépôts à vue qui représentent environ 75% de l'encours total.

De plus, les crédits à la clientèle se sont consolidés de 59,3% à 51,7 milliards de FCFA, corrélés au relèvement du taux de bancarisation et aux efforts d'accompagnement des besoins d'exploitation des petites et moyennes entreprises.



II.15.4. La structure des taux

La structure des taux d'intérêts est restée identique par rapport à ce qu'elle était en juin 2019, malgré une forte concurrence entre les établissements. Les taux créditeurs varient de 4,5% à 5% et débiteurs de 14 à 24% par an, soit un taux débiteur moyen de l'ordre de 16% et 33%.

II.16 LE SECTEUR ASSURANCE

Au premier semestre 2020, les activités du secteur des assurances ont été freinées par le ralentissement de l'investissement, les difficultés de trésorerie des entreprises, les effets de la crise sanitaire internationale et les mesures de confinement mises en œuvre. En conséquence, le chiffre d'affaires global a baissé de 5,8% pour s'établir à 61,3 milliards de FCFA.

Evolution du chiffre d'affaires par branche

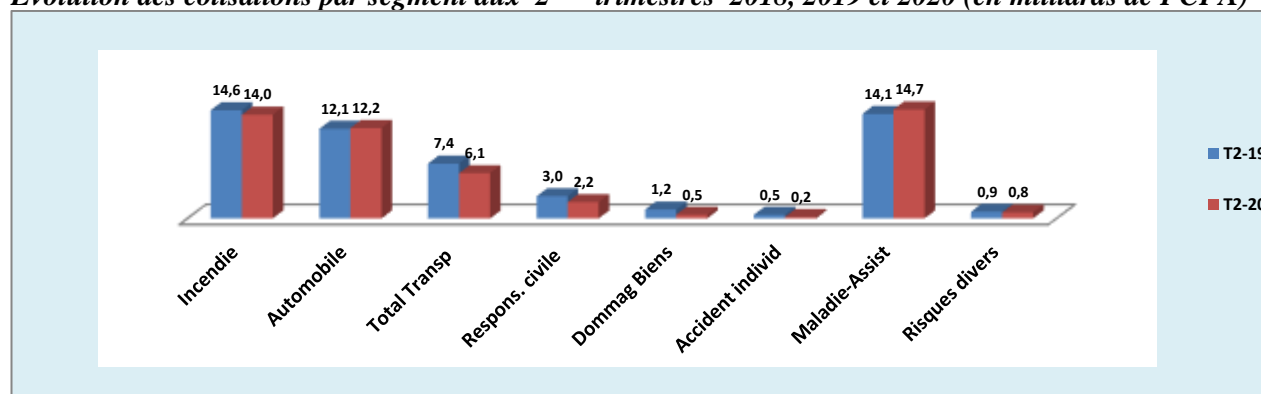
(En milliards de FCFA)	Premier semestre				Répartition du C.A par branche en 2020
Branches	2018	2019	2020*	2020/2019	
Non Vie	25,7	55,3	51,9	-6,0%	85%
Vie	4,7	9,8	9,4	-3,5%	15%
Total	30,4	65,1	61,3	-5,8%	100%

Sources : Groupes OGAR, NSIA, SUNU et les sociétés SAHAM, AXA et ASSINCO ; données indisponibles SAHAM VIE ; 2020* = Estimations des Sociétés d'assurances

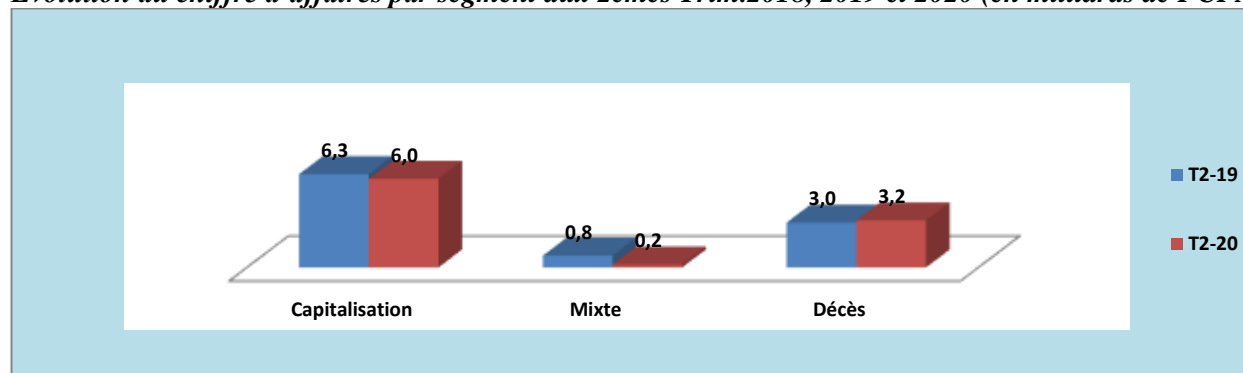
II.16.1. La Branche Non Vie

Le chiffre d'affaires de la branche Non Vie (ou assurance dommages) a régressé de 6% à 55,3 milliards de FCFA au deuxième trimestre 2020 comparé à la même période en 2019, en raison de la forte volatilité des contrats liés aux segments « Incendie » (-4,1% à 14 milliards) et « Total Transports » (-17,6% à 6,1 milliards). L'augmentation des primes encaissées de 4,3% à 14,7 milliards dans le segment « Maladie /Assistance » a permis d'atténuer la baisse du chiffre d'affaires. Cette branche génère 83% de l'encours des primes du secteur.

En termes de parts de marché, les groupes OGAR, SAHAM et la société ASSINCO représentent 64% du chiffre d'affaires du secteur sur la période sous revue.

Evolution des cotisations par segment aux 2^{ème} trimestres 2018, 2019 et 2020 (en milliards de FCFA)**II.16.2. La Branche Vie et capitalisation**

Le chiffre d'affaires de la branche Vie et Capitalisation s'est contracté de 3,5% pour s'établir à 9,4 milliards de FCFA sur la période d'analyse. Ce recul touche les segments « Capitalisation et Mixte » qui ont enregistré des contre-performances respectivement de 4,8% à 6 milliards de FCFA et de 75% à 200 millions de FCFA. A l'inverse, le segment « Décès » a progressé de 6,7% à 3,2 milliards de FCFA. Cette branche représente 17% du total des primes émises dans le secteur.

Evolution du chiffre d'affaires par segment aux 2èmes Trim.2018, 2019 et 2020 (en milliards de FCFA)**II.16.3 Les commissions versées aux courtiers**

A fin juin 2020, le total des commissions versées aux intermédiaires a régressé de 35% à 5,2 milliards de FCFA sous l'effet de la contraction du volume des nouveaux contrats. Dans le même temps, les commissions versées pour le compte des activités Non Vie et Vie ont diminué respectivement de 39% à 3,8 milliards et de 19% à 1,4 milliard de FCFA.

II.16.4. Les Sinistres réglés

En termes de charge des sinistres payés, globalement la cadence de règlement a ralenti de 8,8% pour un montant global de 17,7 milliards de FCFA. Les montants des sinistres réglés pour le compte Non Vie et Vie ont respectivement régressé de 6,8% à 12 milliards et de 12,7% à 5,7 milliards au premier semestre 2020, sachant que la branche Non Vie représente près de 68% des sinistres réglés du secteur.

II.17 LES ETABLISSEMENTS FINANCIERS

Les activités des établissements financiers observées au premier semestre 2020 restent mitigées. En effet, elles enregistrent un recul des ressources de 21,8% alors que les opérations de crédits se consolident de 8,6%.

II.17.1. Les ressources

Au premier semestre 2020, les ressources des établissements financiers se sont établies à 28,3 milliards de FCFA contre 36,2 milliards de FCFA un an plutôt, soit une baisse de 21,8%. Cette situation résulte de l'impact de la crise sanitaire internationale. A cet effet, il est ressorti une baisse des capitaux propres de 24,2% à 9,5 milliards de FCFA, conjuguée à celle des dettes bancaires de 20,5% à 18,9 milliards de FCFA, occasionnant ainsi l'arrêt de production de l'une des entreprises du secteur.

Evolution des ressources (en milliards de FCFA)

	1 ^{er} semestre 2019	1 ^{er} semestre 2020	Var 2020/2019
Capitaux propres	12,5	9,5	-24,2%
Dettes bancaires	23,7	18,9	-20,5%
Ressources	36,2	28,3	-21,8%

Source : établissements financiers

II.17.2. Les emplois

A fin juin 2020, les emplois ont progressé de 8,6% à 23,8 milliards de FCFA, à la faveur de la hausse simultanée des crédits à termes et du crédit-bail, respectivement de 49,7% à 2,9 milliards de FCFA (court terme), 15,2% à 2,7 milliards de FCFA (moyen terme) et 1,3% à 17,6 milliards de FCFA. Ce regain d'activité résulte essentiellement du plan de relance de l'un des opérateurs majeurs du secteur afin de booster sa production.

Evolution des emplois au deuxième trimestre 2020 (en milliards de FCFA)

	2 ^e trimestre 2019	2 ^e trimestre 2020	Var 2020/2019
Crédits à court terme	2,5	3,7	49,7%
Crédits à moyen terme	2,9	3,4	15,2%
Crédits à long terme	0,0	0,0	-
Crédits-bails	16,5	16,7	1,3%
Total	21,9	23,8	8,6%

Source : établissements financiers

Les investissements et créances impayées

Au cours de la période sous revue, les établissements financiers n'ont réalisé aucun investissement. Par ailleurs, on note une baisse des créances impayées de 0,9% à 4,4 milliards de FCFA en juin 2020, traduisant l'effort de recouvrement des créances de l'Etat.

Evolution des emplois au deuxième trimestre 2020 (en milliards de FCFA)

Indicateurs	2 ^e trimestre 2019	2 ^e trimestre 2020	Var 2020/2019
Investissements	0,0	0,0	-
Titre de participation	0,3	0,3	0,0%
Créances impayées	4,5	4,4	-0,9%

Source : Etablissements financiers

TROISIEME PARTIE : LES GRANDEURS MACROECONOMIQUES AU PREMIER SEMESTRE 2020

III.1- LES PRIX A LA CONSOMMATION

Au terme du premier semestre 2020, l'inflation est restée contenue, en dépit d'une accélération des prix observée dès le mois d'avril 2020. En moyenne annuelle, les prix à la consommation sur l'ensemble du territoire se sont accrus de 0,9% contre 3,8% en 2019 sur la même période.

La spéculation des commerçants, suite à la première série des mesures restrictives prises le 31 mars dernier dans le cadre de la riposte contre la pandémie du Covid-19 (confinement total, retard dans la délivrance des laissez-passer, problèmes d'approvisionnement des marchés, difficulté de transport, etc.), a provoqué une flambée des prix sur la quasi-totalité des denrées alimentaires et produits de première nécessité, à l'exception des céréales non transformés et huiles raffinées, sur le mois d'avril. Toutefois, le renforcement des campagnes de contrôle des prix menées sur les marchés ont permis de limiter cette flambée.

L'évolution des prix de 0,9% contre 3,8% en 2019, est essentiellement portée par les « produits alimentaires et boissons non alcoolisées » (+1,4%), les « transports » (+4,6%), les « communications » (+1,7%), l'« enseignement » (+2,9%) et les « restaurants et hôtels » (+0,5%).

Les prix des produits alimentaires ont renchéri de 1,4% sous l'effet de l'accroissement des prix des « pains » (+9,8%), « bœufs » (+2,6%), « volaille » (+3,2%), « poissons et autres produits séchés ou fumés » (+5,4%), « légumes frais » (+6,5%) et « tubercules, plantain » (+7,2%). Par contre, les prix des « poissons frais » (-2,7%), « céréales non transformés » (-0,4%) et huiles raffinées (-0,6%) ont légèrement fléchi.

Les prix de la fonction « Transport » ont progressé du fait du renchérissement des coûts de transport urbain suite à la mesure gouvernementale liée au Covid19 de limitation du nombre de places dans les transports en commun. En revanche, les prix du litre de carburant ont baissé de 6,1% pour l'essence et de 4,9% pour le gasoil, en raison de la libéralisation à la pompe des prix des produits pétroliers.

Les prix de la fonction « communication » ont renchéri en raison de la hausse des prix du poste « communication, achat de cartes téléphoniques ».

Néanmoins, l'inflation observée a été principalement atténuée par les postes de consommation suivants : « Boissons alcoolisées et tabac » (-0,7%), « Articles d'habillement et chaussures » (-0,5%), « Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles » (-1,8%), en lien avec la baisse des factures d'électricité (-2,7%) et d'eau (-5,4%), « biens et services divers » (-0,4%) et « Santé » (-0,2%), suite à la prise en charge du ticket modérateur.

S'agissant de l'**inflation sous-jacente**, elle est ressortie à +0,9% du fait de la progression des produits frais (+2,0%) et autres produits (+0,9%), nonobstant un fléchissement de l'énergie (-0,5%). En **termes d'origine**, les prix des produits locaux et importés ont progressé respectivement de 0,9% et 1,1% en moyenne annuelle.

Sur le plan **sectoriel**, la hausse des prix a été observée sur tous les secteurs : primaire (+2,3%), secondaire (+0,4%) et tertiaire (+0,6%). Sur le plan de la **durabilité**, les prix ont progressé sur les produits *non-durables* (+1,5%) et de *services* (+0,6%).

En conclusion, cette maîtrise des pressions inflationnistes résulte principalement de la mise en œuvre des mesures gouvernementales prises pour lutter contre la pandémie Covid19 (prise en charge du ticket modérateur, gratuité de l'eau et de l'électricité, etc.), d'une part, et des actions de lutte contre la vie chère sur l'étendue du territoire national, d'autre part.

Evolution de l'Indice Harmonisé du Prix à la Consommation

Regroupements	Pond	Taux d'inflation trimestriel (en %)				Janvier - Juin				Glissement mensuel (en %)
		2019		2020		Indice moyen		Variation (%)		
		T3	T4	T1	T2	2019	2020	2019	2020	
INDICE NATIONAL (base 100 = 2018)	10000	1,0	0,6	0,9	1,0	100,6	101,5	3,8	0,9	0,8
Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	4029	0,1	0,3	1,6	1,2	100,9	102,3	4,3	1,4	2,1
<i>Céréales non transformées</i>	484			-1,1	0,4	101,2	100,9		-0,4	1,3
<i>Pains</i>	144			9,6	9,9	96,2	105,6		9,8	7,0
<i>Bœufs</i>	129			2,2	3,1	96,7	99,2		2,6	2,5
<i>Volaille</i>	326			4,7	1,8	102,0	105,3		3,2	3,4
<i>Poissons frais</i>	254			-4,6	-0,8	101,8	99,1		-2,7	-2,6
<i>Poissons et autres produits séchés ou fumés</i>	106			4,7	6,1	99,4	104,8		5,4	12,5
<i>Huiles raffinées</i>	420			0,0	-1,2	99,1	98,5		-0,6	-1,4
<i>Légumes frais en fruit ou racine</i>	195			6,6	5,9	104,0	110,5		6,3	3,4
<i>Légumes frais en feuilles</i>	96			4,9	9,0	96,5	103,2		7,0	8,9
<i>Tubercules. plantain</i>	205			8,0	6,5	103,2	110,7		7,2	6,2
Boissons alcoolisées et tabac	170	2,3	1,8	-0,3	-1,1	101,2	100,5	0,5	-0,7	-1,7
Articles d'habillement et chaussures	525	3,7	3,2	0,2	-1,2	100,5	100,0	1,8	-0,5	-3,2
Logement. eau. gaz. électricité et autres combustibles	1543	1,7	1,1	-0,9	-2,3	101,9	100,3	4,3	-1,6	-4,2
<i>Alimentation en eau</i>	88			-7,9	-2,8	105,5	99,8		-5,4	0,0
<i>Électricité</i>	308			-4,2	-1,3	102,5	99,7		-2,7	0,0
<i>Gaz</i>	67			-0,9	-3,7	100,2	97,9		-2,3	-3,8
Meubles. articles de ménage et entretien courant de la maison	380	-0,7	-0,8	0,7	-0,7	99,3	99,3	1,0	-0,034	-1,2
Santé	231	-1,9	-3,4	0,0	-0,3	100,1	99,9	3,0	-0,2	-0,4
Transports	813	1,8	0,4	2,2	7,0	99,5	104,1	3,8	4,6	8,8
<i>Carburants et lubrifiants</i>	248			7,5	-4,5	98,0	99,4		1,4	-7,4
Communications	555	5,2	0,1	2,3	1,2	100,0	101,8	8,6	1,7	1,9
Loisirs et culture	459	0,5	0,8	0,1	0,2	99,8	100,0	0,6	0,2	0,1
Enseignement	324	25,0	25,1	2,9	3,0	100,0	102,9	24,5	2,9	2,9
Restaurants et hôtels	588	-3,4	-4,0	0,7	0,2	99,8	100,3	0,3	0,5	-0,1
Biens et services divers	383	0,2	0,3	-0,2	-0,6	99,8	99,4	0,3	-0,4	-0,6

Sources : DGS/DGEPPF

III.2 L'EMPLOI

Au premier semestre 2020, les effectifs du secteur public ont augmenté de 1,1% par rapport à la même période en 2019, pour s'établir à 99 885 agents. Cette évolution est tirée par la progression des effectifs de la fonction publique (+1,8%). La régularisation des situations administratives ainsi que les recrutements significatifs effectués dans les secteurs prioritaires (Santé, Education etc...) expliquent cette variation, en dépit du maintien de la mesure de suspension des recrutements dans le reste des secteurs.

Par contre, les effectifs des agents de la Main d'Œuvre Non Permanente (MONP) connaissent une diminution de 2,8% comparativement à la même période de l'année précédente. Celle-ci est liée essentiellement à la poursuite de la politique de non remplacement systématique des départs à la retraite.

Evolution de l'emploi public

	Evolution trimestrielle				premier semestre		
	2 019		2020		2019	2020	Var 19/18
	T3	T4	T1	T2			
Fonction publique	89 209	84 783	88 934	85 311	84 372	85 906	1,80%
MONP	14 494	14 622	13 589	13 979	14 388	13 979	-2,80%
Total *	103 703	99 405	102 523	99 290	98 760	99 885	1,10%

Source : DGBFIP, *sans collectivités locales

III.3 LES SALAIRES

Au terme du premier semestre 2020, la dépense de personnel du secteur public a enregistré une baisse de 1,4% pour se situer à 341,2 milliards de FCFA, soit un taux d'exécution de 50% de la dotation totale. Ce repli des rémunérations résulte des efforts du gouvernement dans la poursuite des réformes d'ajustements et de la maîtrise des effectifs de la fonction publique, notamment la suspension des reclassements et avancements automatiques dans l'Administration centrale.

Evolution de la masse salariale du secteur public

En milliards FCFA	Evolution trimestrielle				Premier semestre		
	2 019		2020		2019	2020	Variation
	T3	T4	T1	T2			
Solde Permanente	158,9	152,7	159,9	157,1	314,9	316,9	0,6%
Monp	8,0	13,6	4,7	10,7	23,7	15,4	-35,1%
Autres	4,5	5,1	4,5	4,4	7,4	8,9	19,0%
Total	171,4	171,4	169,1	172,1	346,1	341,2	-1,4%

Sources : DGBFIP, DGCPT

III.3.1. La solde permanente par Administration

Prévue dans la loi des finances à 608 milliards de FCFA, la solde permanente payée dans l'ensemble des départements à fin juin 2020 s'est accrue de 0,6% pour atteindre 316,9 milliards, soit un taux d'exécution de 52,1%. Sur cette période, l'administration générale et les pouvoirs publics, en plus de leur poids dans la masse salariale totale après l'éducation, ont connu des évolutions plus significatives respectivement de +11,4% et +1,4%.

Cependant, certains départements ministériels ont enregistré une baisse de leur masse salariale, il s'agit notamment de l'administration sociale (-3,6%), de l'administration des transports (-3,0%) et de l'administration économique (-3%), en lien avec la baisse de leurs effectifs.

Evolution de la solde permanente par département

En milliards FCFA	Evolution trimestrielle				Premier semestre		
	2 019		2020		2019	2020	Variation
	T3	T4	T1	T2			
Pouvoirs Publics	41,4	42,3	42,1	41,1	82,0	83,1	1,4%
Administration Générale	25,5	30,1	28,2	28,0	50,4	56,2	11,4%
Administration Economique	12,6	11,4	12,3	12,0	25,0	24,3	-3,0%
Administration du Développement	6,3	6,0	6,2	6,1	12,6	12,3	-2,2%
Administration des Transports	1,7	1,6	1,7	1,6	3,4	3,3	-3,0%
Administration de l'Education	51,2	43,3	50,0	49,3	101,5	99,3	-2,2%
Administration Sociale	20,0	17,8	19,3	18,9	39,6	38,2	-3,6%
Autres	0,2	0,1	0,2	0,2	0,4	0,3	-27,0%
TOTAL	158,9	152,7	159,9	157,1	314,9	316,9	0,6%

Sources : DGBFIP, DGCPT

III.3.2. La masse salariale de la Main d'œuvre Non Permanente

La masse salariale de la main d'œuvre non permanente à fin juin 2020 a baissé de 35,1%, soit 8,3 milliards en moins par rapport à l'année précédente. Ce repli reflète le niveau des effectifs, en liaison avec les dispositions de la gestion structurelle des dépenses de cette catégorie de personnel mis en place dans le cadre de la poursuite des mesures du gouvernement.

III.4 LE COMMERCE EXTERIEUR

L'observé conjoncturel du commerce extérieur au premier semestre 2020 indique que la structure des échanges du Gabon avec le reste du monde est demeurée inchangée. Les exportations ont essentiellement été dominées par les ressources naturelles (le pétrole brut a représenté 80% des ventes), tandis que les importations ont particulièrement été constituées des biens d'équipements (36,8%) et de consommation finale (34,4%).

Sur la période de référence, le recul des importations (-6,6%) plus important que celui des exportations (-1%), a induit une baisse des échanges (-2,7%) et un renforcement de la balance commerciale (+3,4%).

Evolution de la balance commerciale

En milliards FCFA	Evolution semestre				Premier semestre		
	2019		2020		2019	2020	Variation
	T3	T4	T1	T2			
Exportations (1)	785,7	665,1	1 022,4	620,7	1 682,2	1 666,2	-1,0%
Importation (2)	348,5	385,5	315,4	351,1	734,7	686,4	-6,6%
Solde commercial [(1)-(2)]	437,3	279,6	706,9	269,7	947,5	979,8	3,4%
Echanges [(1)+(2)]	1 134,2	1 050,6	1 337,8	971,8	2 416,9	2 352,6	-2,7%
Taux de couverture [(1)/(2)]	225%	173%	324%	177%	229%	243%	

Source : DGEFP / DGDDI

III.4.1- Evolution des exportations en valeur

De janvier à juin 2020, les exportations du Gabon ont enregistré un recul de 1,0% à 1 666,2 milliards de FCFA. Cette évolution est liée à la baisse des ventes de pétrole brut (-1,5%), malgré l'amélioration des exportations du secteur hors pétrole (+1%).

Evolution des exportations en valeur

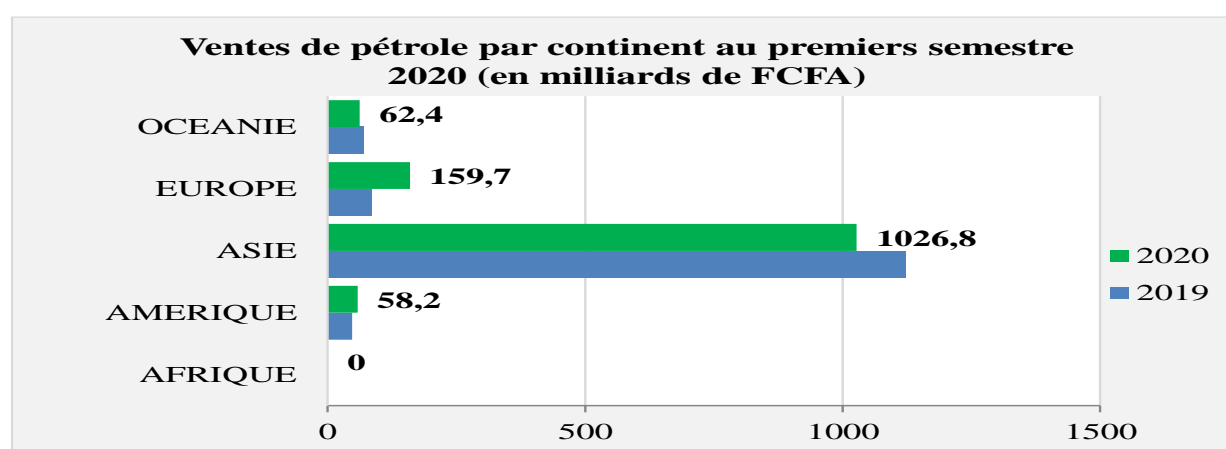
En milliards de FCFA	Evolution semestrielle			Premier semestre			
	2019		2020	2019	2020	Poids en 2020	Variation
	T3	T4	T1				
Exportations de pétrole brut	579,5	451,3	874,8	1326,8	1307,1	80,0%	-1,5%
Exportations hors pétrole dont:	207,0	214,7	148,0	355,5	359,0	20,0%	1,0%
Bois sciés et ouvrages	104,2	91,2	66,1	162,1	151,5	9,1%	-6,6%
Minerais de manganèse	59,4	58,3	40,5	74,5	123,9	4,0%	66,2%
Produits dérivés du pétrole	21,1	46,7	24,2	53,5	38,7	2,4%	-27,7%
Huile de palme	-	0	2,9	2,9	4,2	0,3%	46,0%
Ferro-silico-manganèse	5,8	3,5	2,5	11,3	11,5	0,2%	1,9%
Caoutchoucs naturels	3,2	2	2,1	2,7	3,0	0,2%	13,9%
Poissons et produits de la pêche	0,1	0,4	0,3	0,5	0,5	0,0%	-1,8%
Or sous forme brute	1,5	0,5	-	0,7	1,2	0,0%	68,1%
Autres	11,8	12	9,4	47,2	24,5	0,9%	-48,1%
Exportations totales	785,7	665,1	1 022,4	1 682,2	1 666,2	100,0%	-1,0%

Source : DGEPF / DGDDI

- **Les exportations de pétrole**

Au premier semestre de l'année 2020, les exportations de pétrole brut ont diminué de 1,5% à 1 307,1 milliards de FCFA. Cette évolution s'explique la faiblesse des prix sur le marché international, en lien avec la surabondance de l'offre.

Par destination, la baisse de l'activité en Chine, notamment au premier trimestre, suite à la crise sanitaire, a induit une baisse des ventes vers ce continent qui demeure la principale destination du brut gabonais. Ce pays est suivi de l'Europe, de l'Océanie et de l'Amérique.



Source : DGEPF / DGDDI

- **Les exportations hors pétrole**

Malgré le contexte international défavorable, les ventes du secteur hors pétrole se sont légèrement améliorées de 1,0% à 359 milliards de FCFA au cours des six premiers mois de 2020. Cette progression résulte en partie, de l'amélioration des ventes du secteur minier et de l'huile de palme, nonobstant la baisse des exportations des bois sciés et des produits dérivés du pétrole.

Dans le détail, s'agissant du secteur minier, les ventes du minerai de manganèse, qui représente 4% des exportations totales du Gabon, ont cru de 66,2% à 123,9 milliards de FCFA. Elles ont été soutenues par l'amélioration des performances des différents opérateurs et le renforcement de la demande asiatique (+98% à 100,4 milliards de FCFA). En outre, grâce au maintien des performances des moyens logistiques pour l'évacuation des produits et à la manifestation de nouveaux clients (Amérique et Afrique), les ventes de ferro silico manganèse ont progressé de 1,9% à 11,5 milliards de FCFA.

A l'instar du minerai de manganèse et du ferro silico manganèse, les exportations d'huile de palme s'inscrivent en hausse de 46% à 4,2 milliards de FCFA du fait de la consolidation de la demande mondiale (en particulier européenne), malgré la crise du Covid-19.

Pour représenter 9,1% des ventes totales du Gabon, les exportations des bois sciés ont baissé de 6,6% à 151,5 milliards de FCFA, en liaison avec la contraction de la demande asiatique (-16,1%). Plusieurs raisons expliquent cette tendance parmi lesquelles les difficultés logistiques (manque de conteneurs vides) et les mesures sanitaires restrictives arrêtées par le Gabon et qui ont fortement impacté le secteur forestier.

III.4.2 Evolution des importations en valeur

Les importations du Gabon ont reflué de 6,6% entre janvier et juin 2020. Cette situation s'explique par la baisse des biens d'équipement (-11,0%) et d'énergie (-48,8%). En effet, le ralentissement actuel de la croissance mondiale, lié à la pandémie du Corona virus, a fortement perturbé les chaînes d'approvisionnement.

Evolution des importations en valeur

En milliards de FCFA	Evolution semestrielle			Premier semestre			
	2019		2020	2019	2020	Poids	Variation
	T3	T4	T1				
Biens de consommation finale dont :	107,8	126,1	107,7	224,7	236,0	34,4%	5,0%
<i>Produits alimentaires</i>	3,4	3,7	46	166,7	174,4	73,9%	4,6%
Biens d'équipement	132,1	134,9	128,1	283,5	252,4	36,8%	-11,0%
Biens intermédiaires	84,8	79,8	75,1	150,6	159,1	23,2%	5,6%
Energie	23,8	44,6	4,4	75,9	38,9	5,7%	-48,8%
Importations totales	348,5	385,5	315,4	734,7	686,4	100,0%	-6,6%

Sources : DGEPP / DGDDI

Les biens de consommation, qui représentent 34,4% des importations du Gabon à fin juin 2020, ont augmenté de 5% à 236 milliards de FCFA, soutenus par les produits alimentaires, en particulier. En effet, en réponse à l'appel à la solidarité lancé par le gouvernement gabonais, l'achat des produits de

premières nécessité ont cru (riz, les conserves de sardines). Par ailleurs, la baisse des achats des biens d'équipement et d'énergie est consécutif au ralentissement global de l'activité depuis la mi-mars.

III.5 LE BUDGET

III.5.1. Le solde budgétaire

Un solde budgétaire représente la différence entre le niveau des recettes et le niveau des dépenses constatées dans le budget de l'Etat. Au premier semestre de l'année 2020, l'exécution du budget de l'Etat s'est soldée par des excédents au niveau de ses trois soldes. Toutefois, ces excédents sont en repli comparativement aux évolutions enregistrées à la même période en 2019.

L'excédent primaire a baissé de 36,7 % à 164,6 milliards de FCFA, suite à la contraction des recettes budgétaires (-6,1 %) et l'accroissement des dépenses primaires (+5,4 %).

Le solde base ordonnancements, incluant la charge de la dette publique, a enregistré un excédent au premier semestre pour la deuxième année consécutive. Néanmoins, par rapport à la même période en 2019, l'excédent est en baisse de 89,4 % à 15,9 milliards de FCFA. Cette situation découle de la diminution des recettes budgétaires et du renforcement des dépenses budgétaires (+9,5 %).

Le solde base caisse a également enregistré un excédent au premier semestre pour la deuxième année consécutive bien qu'il soit en léger retrait par rapport à l'année précédente. Il affiche ainsi un surplus de 43,2 milliards de FCFA après avoir atteint un excédent de 47,4 milliards de FCFA au premier semestre de l'année 2019.

Evolution des soldes budgétaires

En milliards de FCFA	Evolution trimestrielle				Premier semestre		
	2 019		2020		2019	2020	Var 20/19
	T3	T4	T1	T2			
Recettes pétrolières	208,3	213,8	126,4	157,3	325,1	283,7	-12,7%
Recettes hors pétrole*	311,5	344,6	287,3	323,5	627,3	610,7	-2,6%
Recettes totales	519,8	558,4	413,6	480,8	952,4	894,5	-6,1%
Dépenses de fonctionnement	292,1	281,3	266,7	305,1	522,0	571,8	9,5%
Dépenses d'investissement	121,0	117,1	11,7	45,7	43,2	57,4	33,0%
Autres dépenses	58,6	107,7	44,6	55,9	127,2	100,6	-20,9%
Dépenses primaires	471,6	506,0	323,1	406,8	692,4	729,8	5,4%
Intérêts sur la dette	35,6	79,1	74,2	74,6	110,2	148,7	35,0%
Dépenses totales	507,3	585,1	397,2	481,4	802,6	878,6	9,5%
Solde primaire	48,2	52,3	90,6	74,0	260,0	164,6	-36,7%
Solde base ordonnancements	12,6	- 26,8	16,4	- 0,5	149,9	15,9	-89,4%
Variations des arriérés	48,8	30,9	- 1,8	29,2	-102,5	27,4	-126,7%
Solde base caisse	61,4	4,1	14,6	28,7	47,4	43,2	-8,7%

*Y compris recettes comptes spéciaux et dons

Source : DGCPT

III.5.2. L'exécution des recettes

Au terme des six premiers mois de l'année, le niveau des recettes collectées s'élève à 894,5 milliards de FCFA (ce qui correspond à 57,2 % des prévisions révisées) contre 952,4 milliards à la même période une année auparavant. Cette baisse de 6,1 % est imputable au repli conjoint des recettes pétrolières et non pétrolières.

III.5.2.1. Les recettes pétrolières

Sur une prévision de 463,5 milliards de FCFA, 61,2 % des recettes pétrolières ont été collectées. Comparativement au premier semestre de l'année précédente, les recettes pétrolières ont reculé de 12,7 % à 283,7 milliards de FCFA du fait de la diminution des cours du baril du pétrole, nonobstant la hausse de la production pétrolière et l'appréciation du dollar américain par rapport au franc CFA.

Par rapport à la loi de finances rectificative, l'exécution des recettes pétrolières a été de 66,8 % pour les impôts sur les sociétés, 64,6 % pour la redevance minière proportionnelle, 52,0% pour les autres recettes et 20,5 % pour les transferts SOGARA.

Evolution des recettes

En milliards de FCFA	Evolution trimestrielle				Premier semestre		
	2 019		2020		2019	2020	Var 20/19
	T3	T4	T1	T2			
Impôts sur les sociétés	27,1	24,0	33,3	93,6	71,8	126,9	76,7%
Redevance Minière Proportionnelle	90,5	83,1	67,8	26,7	139,6	94,5	-32,3%
Autres	65,9	75,5	22,8	37,0	76,5	59,8	-21,8%
Transferts SOGARA	24,9	31,2	2,5	-	37,3	2,5	-93,3%
Total des recettes pétrolières	208,3	213,8	126,4	157,3	325,1	283,7	-12,7%

Source : DGCPT

III.5.2.2. Les recettes hors pétrole

Arrêtées à 1 101,5 milliards de FCFA dans la loi de finances rectificative 2020, les recettes hors pétrole se sont établies à 610,7 milliards de FCFA au terme des six premiers mois de l'année, soit un taux d'exécution de 55,4 %. Leur diminution de 2,6 %, comparativement à celles collectées à la même période en 2019, résulte du repli du recouvrement des impôts directs (impôts sur les sociétés) et des taxes sur les biens et services (Taxe sur la Valeur Ajoutée) en lien avec la crise sanitaire. Ce, nonobstant les performances réalisées en matière de recouvrement des recettes des « comptes spéciaux », des « droits de douanes », des « autres recettes » et de la réception d'un don de 3,4 milliards de FCFA.

Par rapport à l'objectif annuel et par catégorie, l'exécution des recettes hors pétrole a été de 117,3 % pour les autres recettes, 60,8 % pour les droits de douane, 59,0 % pour les recettes des comptes spéciaux, 53,4 % pour les impôts directs (57,0 % pour l'impôt sur les personnes physiques et 51,3 % pour l'impôt sur les sociétés) et 32,6 % pour les taxes sur biens et services (dont 27,4 % pour la TVA).

Evolution des recettes hors pétrole

En milliards de FCFA	Evolution trimestrielle				Premier semestre		
	2 019		2020		2019	2020	Var 20/19
	T3	T4	T1	T2			
Droits de douanes	93,0	63,8	69,1	90,8	128,8	159,9	24,2%
Taxes sur les biens et services	29,9	60,9	32,9	58,5	95,7	91,4	-4,4%
dont TVA	15,5	45,6	14,1	44,3	71,1	58,4	-17,9%
Impôts directs	46,0	101,6	105,1	88,4	263,9	193,5	-26,7%
Autres recettes	107,6	99,6	56,6	39,2	93,3	95,8	2,7%
Total hors comptes spéciaux	276,6	325,9	263,8	276,9	581,7	540,7	-7,0%
Recettes comptes spéciaux*	35,0	18,7	23,5	46,6	45,6	70,1	53,5%
Total de recettes hors pétrole	311,5	344,6	287,3	323,5	627,3	610,7	-2,6%

*Y compris les dons

Source : DGCPT

III.5.3. Les dépenses budgétaires

A fin juin 2020, les dépenses budgétaires cumulées ont enregistré un accroissement de 9,5 % pour s'établir à 878,6 milliards de FCFA, soit un taux d'exécution de 46,2 % rapportées aux prévisions. Hors paiement des intérêts de la dette publique (dépenses primaires), elles ont augmenté de 5,4 % à 729,8 milliards de FCFA. Les dépenses primaires sont constituées des dépenses de fonctionnement, des dépenses d'investissement et des autres dépenses n'intégrant pas le paiement des intérêts de la dette publique.

III.5.3.1. Les dépenses de fonctionnement

Budgétisées à 1 106,8 milliards de FCFA dans la loi de finances rectificative 2020, les dépenses de fonctionnement ont été exécutées à hauteur de 571,8 milliards de FCFA de janvier à juin 2020, soit un taux de réalisation de 51,7 %. En comparaison au premier semestre de l'année précédente, elles ont augmenté de 9,5 % suite à l'accroissement des dépenses de biens et services et des dépenses de transferts, malgré la maîtrise des dépenses de personnel.

Sur une dotation de 261,4 milliards de FCFA, les dépenses de biens et services se sont établies à 116,1 milliards de FCFA, soit un taux d'exécution de 44,4 %. On observe une hausse de 52,8 % des biens et services par rapport au niveau atteint au premier semestre 2019 du fait de l'accroissement des dépenses relatives à la consommation de l'électricité et de l'eau (+1,3 milliard de FCFA) et des dépenses liées aux autres biens et services (+39,5 milliards de FCFA). Cette évolution est à relier à la riposte contre l'épidémie à Coronavirus, nonobstant la maîtrise des dépenses relatives à l'utilisation du téléphone et de l'internet.

Les dépenses au niveau des transferts et interventions ont été, quant à elles, exécutées à hauteur de 114,6 milliards de FCFA, soit un taux d'accomplissement de 70,5 % de l'autorisation budgétaire. Elles ont augmenté de 14,7 % suite à l'accroissement des autres transferts et interventions (+15,4 milliards de FCFA) en rapport la lutte contre la pandémie de la Covid-19, malgré le fléchissement du soutien des prix des carburants (-0,8 milliard de FCFA).

Les dépenses de personnel ont été effectuées à hauteur de 341,2 milliards de FCFA, soit un taux d'exécution de 50,0 % de la dotation de la loi de finances rectificative. Comparativement aux six premiers mois de l'année 2019, elles ont diminué du fait de la baisse du traitement de la main d'œuvre non permanente (8,4 milliards de FCFA). Les mesures gouvernementales de maîtrise de la masse salariale expliquent cette tendance, malgré l'accroissement de la solde permanente (2,0 milliards de FCFA) et des autres dépenses de personnel (1,4 milliard de FCFA).

III.5.3.2. La charge de la dette

Arrêtées à 276,5 milliards de FCFA dans la loi de finances rectificative 2020, les charges financières de la dette ont été exécutées à hauteur de 148,7 milliards de FCFA au terme des six premiers mois de l'année. Comparativement à l'année précédente, elles ont augmenté de 35,0 % suite au renforcement du règlement des intérêts sur la dette intérieure (+4,9 milliards de FCFA) et de la dette extérieure (+33,7 milliards de FCFA).

III.5.3.3. Les dépenses d'investissement

Les dépenses d'investissement ont été exécutées à hauteur de 57,4 milliards de FCFA. Comparativement à l'année 2019, elles ont enregistré un accroissement de 33,0 % du fait de l'amélioration du financement sur ressources propres (prise en compte des investissements liés à la lutte contre la pandémie), en dépit du repli du financement sur ressources extérieures (prêts projets).

Par rapport à la loi de finances rectificative 2020, les dépenses en capital enregistrent un taux d'exécution de 15,1 %. Leur niveau de réalisation est de 43,7 % pour les dépenses en capital financées sur ressources propres et de 3,3 % pour celles financées sur ressources extérieures.

III.5.3.4. Les autres dépenses

Les autres dépenses ont été exécutées à hauteur de 100,6 milliards de FCFA au premier semestre de l'année 2020 contre 127,2 milliards de FCFA à la même période une année plus tôt. Leur diminution s'explique par le repli du solde « prêts nets y compris prise de participations » et des dépenses relatives à la CNAMGS, nonobstant le renforcement des dépenses du Fonds National pour le Développement du Sport (FNDS), des dépenses liées à l'entretien routier (FER) et des dépenses des comptes spéciaux.

Evolution des dépenses budgétaires

En milliards de FCFA	Evolution trimestrielle				Premier semestre		
	2 019		2020		2019	2020	Var 20/19
	T3	T4	T1	T2			
Fonctionnement	292,1	281,3	266,7	305,1	522,0	571,8	9,5%
Salaires et traitements	171,4	171,4	169,1	172,1	346,1	341,2	-1,4%
Biens et services	46,2	33,8	51,2	64,9	76,0	116,1	52,8%
Transferts et subventions	74,4	76,1	46,4	68,2	99,9	114,6	14,7%
Investissements	121,0	117,1	11,7	45,7	43,2	57,4	33,0%
Ressources propres	73,7	69,8	9,5	40,2	31,5	49,7	57,8%
Finex	47,3	47,3	2,2	5,5	11,7	7,7	-33,9%
Autres dépenses	58,6	107,7	44,6	55,9	127,2	100,6	-20,9%
Prêts nets y c prise de participation	19,0	25,8	-1,8	-4,9	29,8	-6,7	-122,4%
FER	3,2	7,8	3,4	2,3	1,3	5,6	337,8%
CNAMGS	2,7	19,1	7,7	7,9	22,1	15,6	-29,2%
FNDS	1,2	1,9	0,8	0,8	0,3	1,6	364,6%
Comptes spéciaux	32,5	53,0	34,6	49,8	73,7	84,4	14,6%
Total dépenses primaires	471,6	506,0	323,1	406,8	692,4	729,8	5,4%
Intérêts sur la dette	35,6	79,1	74,2	74,6	110,2	148,7	35,0%
Total dépenses	507,3	585,1	397,2	481,4	802,6	878,6	9,5%

Source : DGCPT

III.6 LA DETTE PUBLIQUE AU PREMIER SEMESTRE 2020

L'analyse de la dette publique s'articule principalement autour de trois (3) axes : le règlement, les tirages et le stock de la dette. Au terme des six (6) premiers mois de l'année 2020, la situation de la dette publique s'est caractérisée par une forte hausse des règlements, des décaissements et un accroissement léger du stock de la dette.

III.6.1 Le règlement de la dette

A fin juin 2020, le règlement cumulé de la dette publique s'est établi à 832,3 milliards de FCFA par rapport à la même période en 2019, soit une hausse de plus de 100%.

Le règlement de la dette extérieure s'est chiffré à 635,0 milliards de FCFA, soit une hausse de 138,5%, et a concerné les marchés financiers internationaux, la dette multilatérale, commerciale et bilatérale. Il intègre le paiement d'arriérés à hauteur de 20,08 millions de FCFA, dont 14,35 millions de FCFA auprès des multilatéraux et 5,72 millions de FCFA auprès des commerciaux.

Le paiement de la dette intérieure s'est élevé à 197,3 milliards de FCFA, soit une augmentation de 67,2% par rapport à la même période en 2019. Il tient compte d'un paiement d'arriérés à hauteur de 22,73 millions de FCFA au profit des créanciers bancaires. Cette évolution est consécutive à la forte hausse du règlement au marché financier régional, du poste bancaire et moratoire (respectivement 13,4%, 7,5% et 2,5% du montant global).

Evolution du règlement de la dette publique

En milliards de FCFA	Evolution trimestrielle				Premier semestre			
	2019		2020		2019	2020	Poids	Variation
	T3	T4	T1	T2				
Dette extérieure	143	92,8	570,1	635,0	266,2	635,0	76,3%	138,5%
Multilatérale	43,6	29,6	35,2	45,2	73,8	45,2	5,4%	-38,7%
Bilatérale	18,7	1,0	21,1	30,0	35,8	30,0	3,6%	-16,1%
Commerciale	80,7	20,3	23,9	41,8	114,5	41,8	5,0%	-63,5%
Marché financier Internat.	0,0	41,9	490	517,9	42,1	517,9	62,2%	1130,2%
Dette intérieure	98,2	75,3	77,9	197,3	118,0	197,3	23,7%	67,2%
Bancaire	42,7	8,8	20,2	62,4	52,4	62,4	7,5%	19,1%
Moratoires	-	20,0	15,0	20,7	2,0	20,7	2,5%	937,0%
Divers	2,0	5,0		2,5	20,0	2,5	0,0	-87,5%
Marché financier Rég.	53,5	41,5	42,7	111,7	43,6	111,7	13,4%	156,1%
Total	241,2	168,1	648	832,3	384,2	832,3	100,0%	116,6%

Source : Direction Générale de la Dette

III.6.2 L'évolution des tirages sur financements

Entre janvier à juin 2020, l'Etat gabonais a bénéficié des décaissements sur emprunts extérieurs et intérieurs. Le montant total des décaissements s'est établi à 850,7 milliards de FCFA à la fin de la période sous analyse. Ce montant a triplé par rapport au niveau atteint à la même période une année plus tôt.

Cette augmentation résulte des tirages sur financements extérieurs auprès des marchés financiers internationaux, des bailleurs de fonds multilatéraux (respectivement 70,0% et 10,4% de l'enveloppe globale) et tirages sur financement intérieur auprès des marchés régionaux (18,7% du montant global).

Les tirages auprès des bailleurs de fonds extérieurs ont représenté 81,3% de l'enveloppe globale. Ils proviennent de la Banque Africaine de Développement (BAD) et de l'Agence Française de Développement (AFD).

Evolution des tirages sur financement

En milliards de FCFA	Evolution trimestrielle				Premier semestre			
	2019		2020		2019	2020	Poids	Var
T3	T4	T1	T2					
Dettes extérieures	47,8	135,4	597,4	691,3	217,0	691,3	81,3%	218,6%
Multilatérale	46,5	36,8	0,2	88,6	188,6	88,6	10,4%	-53,0%
Bilatérale	1,3	94,6	2,0	7,5	28,4	7,5	0,9%	-73,6%
Commerciale		4,0						
Marché financier Inter.			595,2	595,2		595,2	70,0%	
Dettes intérieures	41,1	58,7	55,3	159,4	23,5	159,4	18,7%	578,3%
Marché financier Rég.	41,1	58,7	55,3	159,4	23,5	159,4	18,7%	578,3%
Total	88,9	194,1	652,7	850,7	240,5	850,7	100,0%	253,7%

Source : DGD

III.6.3 L'évolution du stock de la dette

L'encours de la dette publique du Gabon a augmenté de 11,7% à 5700,7 milliards de FCFA au cours des six (6) premiers mois de l'année 2020. La hausse du stock de la dette publique provient conjointement de l'accroissement de l'encours de la dette extérieure (7,3%) et de la dette intérieure (24,1%).

L'augmentation de la dette extérieure est due au renforcement des engagements auprès de toutes les composantes, notamment des bailleurs multilatéraux, du marché financier international, bilatéraux et auprès des créanciers commerciaux.

Ainsi, à fin juin 2020, la structure du portefeuille de la dette publique est composée à 70,9% de la dette extérieure et à 29,1% de la dette intérieure contre 73,8% de la dette extérieure et 26,2% de la dette intérieure à la même période en 2019.

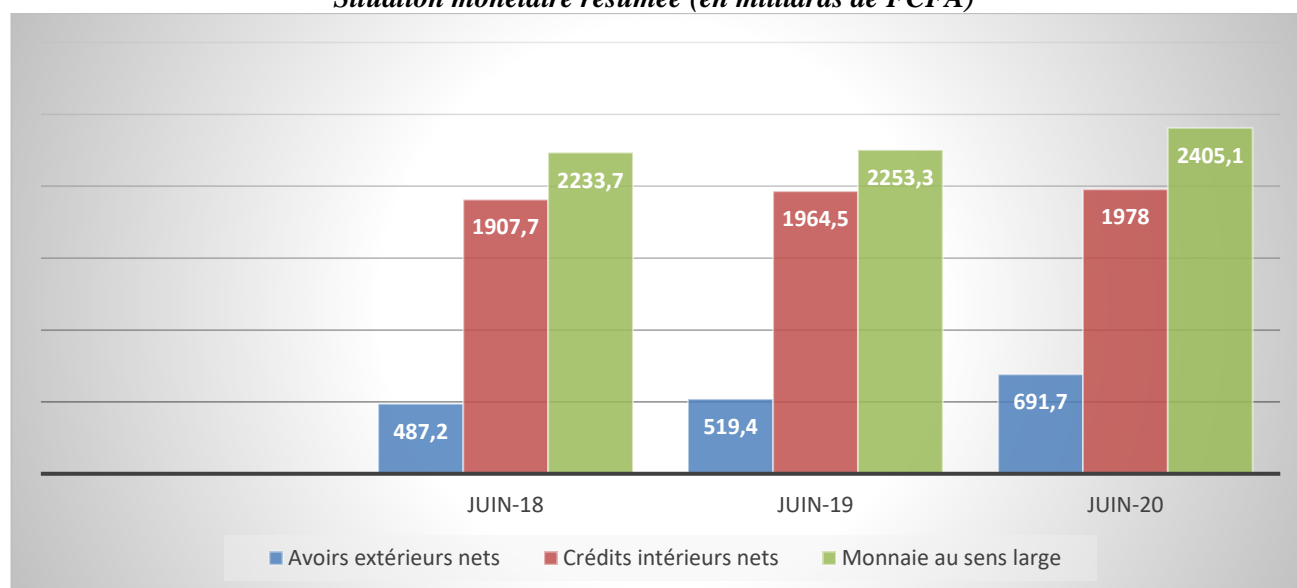
Evolution du stock de la dette publique

En milliards de FCFA	Evolution trimestrielle				Premier Semestre			
	2019		2020		2019	2020	Poids	Var
	T3	T4	T1	T2				
Dettes extérieures	3807,1	3875,6	4031,6	4040,2	3764,2	4040,2	70,9%	7,3%
Multilatérale	1384,6	1399,9	1405	1468,4	1362,7	1468,4	25,8%	7,8%
Bilatérale	816,9	872,5	868,5	857,7	815,5	857,7	15,0%	5,2%
Commerciale	304,8	324,81	307,7	288,4	325,5	288,4	5,1%	-11,4%
Marché financier International	1300,8	1278,4	1450,4	1425,7	1260,5	1425,7	25,0%	13,1%
Dettes intérieures	1300,2	1470,94	1575,4	1660,4	1337,7	1660,4	29,1%	24,1%
Bancaire	707,9	686,04	788	802,4	738,7	802,4	14,1%	8,6%
Moratoires	210,6	232,8	220,9	248,6	210,6	248,6	4,4%	18,0%
Divers	5,0				5,0		0,0%	
Marché financier Régional	376,7	552,1	566,5	609,5	383,4	609,5	10,7%	59,0%
Total	5107,3	5346,5	5607,0	5700,7	5101,9	5700,7	100,0%	11,7%

Source : DGD

III.7 LA SITUATION MONETAIRE

A fin Juin 2020, la situation monétaire large est caractérisée par une hausse de la masse monétaire (+6,7%), une consolidation des avoirs extérieurs nets (33,2%) et une quasi stabilité du crédit intérieur net (0,7%).

Situation monétaire résumée (en milliards de FCFA)

Source : DGEPEF

III.7.1– les principaux agrégats monétaires

III.7.1.1- La masse monétaire (M2)

Au premier semestre 2020, la masse monétaire se raffermi de 6,7% à 2405,1 milliards de FCFA, en raison de la forte augmentation des avoirs extérieurs nets (33,2%).

L'analyse des composantes de la masse monétaire met en relief un accroissement des dépôts collectés (+5,6%) à 2027,3 milliards de FCFA et une appréciation de la circulation fiduciaire (+13,3%) à 377,8 milliards de FCFA.

La quasi-monnaie recule de 3,5% à 679,4 milliards de FCFA sur la période, traduisant un amenuisement de l'épargne des agents économiques. En effet, la crise sanitaire liée à la COVID-19 a eu comme impact un ralentissement de l'activité économique marqué par la rareté des ressources stables des entreprises du secteur privé non financier.

III.7.1.2- Les ressources extra-monétaires

Elles s'accroissent de 14,7% à 264,6 milliards de FCFA, à faveur de la reconstitution des fonds propres de 6,7% à 453,1 milliards de FCFA sur la période d'analyse.

III.7.2- les contreparties de la masse monétaire

En glissement annuel, les contreparties des ressources monétaires se consolident de 7,5% à 2669,7 milliards de FCFA, suite au raffermissement des avoirs extérieurs nets (+33,2%) et de la quasi stabilité du crédit intérieur (0,7%).

III.7.2.1- Les Avoirs Extérieurs Nets (A.E.N)

Les Avoirs Extérieurs Nets du système bancaire s'accroissent de 33,2% à 691,7 milliards de FCFA, consécutivement à la hausse conjointe des avoirs extérieurs nets de la Banque Centrale (passant de 449,9 milliards de FCFA à 594,5 en juin 2020) et des Banques commerciales (passant de 69,5 milliards de FCFA à 97,2 en fin juin 2020).

Evolution et répartition des avoirs extérieurs nets (en milliards de FCFA)

En milliards de FCFA	2020		Premier semestre		
	T1	T2	2019	2020	Var 20/19
Avoirs extérieurs nets	708,7	691,7	519,4	691,7	33,2%
Banque centrale	612,1	594,5	449,9	594,5	32,1%
Banques primaires	96,6	97,2	69,5	97,2	39,8%

Source : BEAC

Le compte d'opération fait ressortir un solde créditeur de 870,9 milliards de FCFA, en nette amélioration (+30,9%) par rapport à la même période une année plus tôt où il se situait à 665,5 milliards de FCFA. En conséquence, le taux de couverture des engagements à vue par les avoirs extérieurs gagne 8,1 points pour s'établir à 80,25% au premier semestre 2020.

Evolution des réserves et du Taux de couverture extérieure de la monnaie

En milliards de FCFA	2020		Premier semestre		
	T1	T2	2019	2020	Var 20/19
Compte d'opérations	886,6	870,9	665,5	870,9	30,9%
Taux de couverture extérieure de la monnaie	83,04%	80,25%	72,19%	80,25%	8,1 pts

Source : BEAC

III.7.2.2- Le crédit intérieur

Le crédit intérieur est quasi stable à 0,7% à 1978,0 milliards de FCFA au premier semestre 2020. Cette situation reste tributaire de la frilosité des banques commercialisées à octroyer des crédits à l'économie (-6,6%) et de l'effet d'éviction du secteur privé observé par le rebond des créances nettes sur l'Etat (10,4%).

Evolution du crédit intérieur (en milliards de FCFA)

En milliards de FCFA	2020		Premier semestre		
	T1	T2	2019	2020	Var 20/19
Crédits intérieurs nets	1984,4	1978,0	1964,5	1978,0	0,7%
Créances nettes sur l'Etat	874,8	932,9	845,4	932,9	10,4%
Créances sur l'économie	1109,6	1045,1	1119,1	1045,1	-6,6%

Source : BEAC

III.7.2.2.1- Les créances sur l'économie

Elles se contractent de 6,6% à 1045,1 milliards de FCFA à fin juin 2020, en rapport avec la baisse des crédits de court et moyen terme sur la période sous-revue qui représentent 98,6% de l'encours total des crédits.

III.7.2.2.2- Les créances nettes sur l'Etat

Au premier semestre 2020, la situation nette débitrice de l'Etat s'établit à 932,9 milliards contre 845,4 milliards de FCFA un an auparavant. Cette évolution a eu pour effet de renforcer la dégradation de la position nette du Gouvernement (PNG) envers le système bancaire, soit 971,9 milliards contre 897,0 milliards de FCFA en juin 2019.

IV LA POLITIQUE MONETAIRE**IV.1- la politique des taux d'intérêt**

Le Comité de Politique Monétaire de la BEAC qui s'est tenu le 22 juillet 2020, en session extraordinaire par visioconférence, a pris deux mesures majeures pour soutenir les économies de la sous-région face aux conséquences économiques liées à la crise sanitaire consécutive à la COVID-19:

- 1) Intervenir sur le marché monétaire, notamment sur le marché secondaire pour une durée de six mois, via un programme de rachats ponctuels et ciblés des titres publics émis par les Etats

membres de la CEMAC. L'enveloppe globale dédiée à ce programme de rachats est évaluée à 600 milliards de FCFA pour l'ensemble des pays de la CEMAC. La maturité de ces titres publics est fixé à dix (10) au maximum ;

- 2) Reprendre les opérations d'injection de liquidité de long terme pour permettre aux banques commerciales de disposer de ressources stables afin de couvrir le besoin de financement de leurs emplois de moyen et long terme. L'objectif est de favoriser les conditions de financement de l'économie. L'accès au refinancement sera réservé aux seuls établissements de crédits qui s'engagent à ne pas réduire leur portefeuille de crédits à l'économie. Le comité a maintenu inchangé la politique des taux.

La grille des taux est maintenue ainsi qu'il suit :

Taux d'Intérêt des Appels d'Offres (TIAO)	3,25%
Taux Crédeur Minimum (TCM)	2,45%
Taux de rémunération des réserves obligatoires	0,05%
Taux de pénalité aux banques	8,30%

De même, les facilités restent fixées comme suit :

Facilité marginale de prêt	5%
Facilité de dépôts	0%

Enfin, les coefficients applicables sur les Dépôts à Terme (DAT) et les Dépôts à Vue (DAV) s'élèvent respectivement comme suit :

Coefficients applicables sur les Dépôts à Vue (DAV)	7%
Coefficients applicables sur les Dépôts à Terme (DAT)	4,5%

CONCLUSION

L'analyse des performances sectorielles au terme des six premiers mois montre une certaine résilience de l'économie gabonaise. En effet, suite à la survenance de la crise sanitaire mondiale qui a brutalement perturbé le fonctionnement de la plupart des économies, les premières prévisions tablaient sur un risque d'arrêt des principales activités, en lien avec une situation sanitaire difficilement maîtrisable pour les pays africains.

Le constat est que l'impact de la crise sanitaire a été moins important qu'anticipé. De ce fait, les effets sur l'économie ont été moins virulents, notamment pour le secteur mine et pour les productions émergentes. Les principales difficultés rencontrées sont liées à la baisse de la demande à l'international et à l'application de mesures barrières au niveau interne.

Néanmoins, en vue d'atténuer les risques sanitaires, l'Etat a mobilisé d'importantes ressources financières, y compris avec le concours de partenaires financiers extérieurs, au détriment des autres dépenses, notamment les investissements productifs. Par ailleurs, certains investissements attendus du secteur privé ont été retardés voir annulés comme dans le secteur pétrolier.

Ceci devrait avoir un effet néfaste pour les projections de croissance au titre de l'année 2020, avec notamment une baisse d'activité plus prononcée que celle anticipée dans la loi de finances rectificative. De même, la mise en application de la décision de réduction de la production de pétrole prise par les pays membres de l'OPEP, entrainera une baisse plus forte du Pib pétrolier et partant de la croissance globale qui devrait se situer aux environs des -1,3%.

ANNEXE

Trimestre	avr-18	mai-18	juin-18	avr-19	mai-19	juin-19
	<i>en milliards de FCFA</i>					
Avoirs extérieurs nets	506,8	513,5	487,2	628,6	565,9	519,4
Banque centrale	251,2	250,9	215,9	495,3	447,5	449,9
Banques commerciales	255,6	262,6	271,3	133,3	118,4	69,5
Crédits intérieurs nets	1770,4	1795,2	1907,7	1945,2	1984,4	1964,5
Créances nettes sur l'Etat	746,9	730,6	818,3	846,1	886,1	845,4
<i>dont Position Nette du Gouvernement (PNG)</i>	802,6	787,7	871,1	904,3	948,0	897,0
<i>dont Créances nettes sur les organismes publics</i>	-55,7	-57,1	-52,8	-58,2	-61,9	-51,6
Créances sur le reste de l'économie	1023,5	1064,6	1089,4	1099,1	1098,3	1119,1
Ressources = Contreparties	2277,2	2308,7	2394,9	2573,8	2550,3	2483,9
Monnaie au sens large	2075,1	2163,0	2233,7	2335,1	2309,0	2253,3
Circulation fiduciaire	309,5	324,5	333,0	379,1	389,6	333,4
Dépôts	1765,6	1838,5	1900,7	1956,0	1919,4	1919,9
<i>dont Quasi monnaie</i>	721,8	717,7	730,0	794,1	696,5	704,0
Ressources extra-monétaires	202,1	145,7	161,2	238,7	241,3	230,6
	<i>Variations annuelles</i>					
Avoirs extérieurs nets	4,0%	21,7%	22,0%	24,0%	10,2%	6,6%
Crédits intérieurs nets	5,6%	5,1%	15,1%	9,9%	10,5%	3,0%
Créances nettes sur l'Etat	34,4%	31,5%	56,6%	13,3%	21,3%	3,3%
Créances sur le reste de l'économie	-8,7%	-7,7%	-4,0%	7,4%	3,2%	2,7%
Ressources = Contreparties	5,2%	8,4%	16,5%	13,0%	10,5%	3,7%
Masse monétaire	4,6%	10,5%	17,5%	12,5%	6,7%	0,9%
Circulation fiduciaire	-9,4%	-1,9%	2,2%	22,5%	20,1%	0,1%
Dépôts	7,5%	13,1%	20,6%	10,8%	4,4%	1,0%

Tableau 1 : PRINCIPALES HYPOTHESES

	Historique									Projections	
	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020*
Production de pétrole (en millions de tonnes métriques)	12,4	12,1	11,6	11,0	11,0	11,9	11,5	10,5	9,6	10,9	10,4
Production de pétrole (en millions de Barils)	90,8	88,6	84,9	80,4	80,2	87,0	83,8	76,7	70,4	79,6	75,6
Prix du baril du pétrole gabonais (en \$US)	77,3	109,7	110,8	106,6	95,6	48,1	40,5	52,5	69,4	60,0	39,0
Prix moyen de Brent (en \$US)	79,0	104,1	105,0	104,1	96,2	50,8	42,8	52,8	68,3	61,4	41,7
Exportation de manganèse (en milliers de tonnes)	3 203,8	3 380,7	3 038,0	3 928,0	3 791,3	3 890,9	3 404,4	5 061,5	5 246,5	6 138,4	6 445,4
Prix de vente de manganèse (en \$US/tonne)	288,9	298,0	247,8	237,2	213,2	164,2	155,3	206,2	219,0	169,5	147,3
Production de l'Or (en tonne)	-	-	0,6	1,2	1,1	1,5	1,0	0,1	0,1	0,1	0,3
Prix de vente de l'Or (\$US/once)	1 224,7	1 568,6	1 668,8	1 411,0	1 266,2	1 160,1	1 248,3	1 257,1	1 269,1	1 392,2	1 787,7
Production de gaz (milliers de m3)	-	-	352,8	320,2	437,7	466,4	530,1	491,2	511,4	463,9	482,9
Prix de vente de gaz (USD/m3)	-	-	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Taux de change (en dollars/F.CFA)	494,4	471,3	510,2	493,9	493,6	591,2	592,8	580,9	555,2	585,9	585,0
Production de Manganèse (en milliers de tonnes)	3 200,6	3 702,0	3 447,1	4 011,0	3 862,6	4 179,5	3 586,2	4 904,9	5 846,7	7 330,2	7 808,7
Silico manganèse (milliers de tonnes)	-	-	-	-	-	14,5	15,1	21,5	41,0	39,6	33,9
Manganèse métal (milliers de tonnes)	-	-	-	-	-	1,8	5,3	6,5	8,9	8,2	7,0

Tableau 2 : REPARTITION SECTORIELLE PIB

En milliards de FCFA	PIB nominal (au prix du marché)					PIB en volume (au prix de 2001)				
	2018	2019	2020 révisé	19/18	20/19	2018	2019	2020 révisé	19/18	20/19
Produit intérieur brut	9 368,9	9 886,9	8 998,3	5,5%	-9,0%	5 530,9	5 749,1	5 676,0	3,9%	-1,3%
PIB marchand	8 051,5	8 595,5	7 753,8	6,8%	-9,8%	4 497,6	4 726,5	4 642,1	5,1%	-1,8%
Secteur primaire	2 729,3	2 913,3	2 056,6	6,7%	-29,4%	1 077,1	1 210,1	1 207,7	12,3%	-0,2%
Agriculture, Elevage, Pêche	390,7	426,3	456,5	9,1%	7,1%	325,6	354,7	382,1	8,9%	7,7%
Exploitation forestière	118,6	122,9	113,6	3,6%	-7,5%	78,3	81,0	74,3	3,5%	-8,3%
Pétrole brut	1 979,3	2 116,7	1 255,3	6,9%	-40,7%	563,3	636,6	604,5	13,0%	-5,0%
Mines	240,8	247,4	231,2	2,7%	-6,6%	109,9	137,7	146,7	25,4%	6,5%
Secteur secondaire	2 195,5	2 303,3	2 287,7	4,9%	-0,7%	998,4	1 013,2	967,4	1,5%	-4,5%
Industries agro-alimentaires, boissons	182,8	201,8	202,1	10,4%	0,1%	123,3	132,3	130,0	7,3%	-1,8%
Industrie du bois	196,6	198,6	175,1	1,0%	-11,8%	118,6	119,8	107,4	1,0%	-10,4%
Autres industries yc minières	324,5	345,3	328,1	6,4%	-5,0%	170,0	176,7	164,1	3,9%	-7,1%
Raffinage	9,4	8,7	8,0	-6,9%	-8,2%	7,3	6,4	6,6	-12,1%	3,0%
Electricité, Eau	112,6	116,6	119,5	3,5%	2,5%	53,9	54,7	55,3	1,5%	1,1%
BTP	308,3	327,8	332,1	6,3%	1,3%	172,0	177,3	174,4	3,1%	-1,7%
Recherche, services pétroliers	1 061,2	1 104,5	1 122,8	4,1%	1,7%	353,4	346,0	329,7	-2,1%	-4,7%
Secteur tertiaire	2 560,0	2 786,6	2 836,6	8,9%	1,8%	1 904,5	1 983,2	1 966,7	4,1%	-0,8%
Transports & Communications	869,1	1 028,7	1 115,8	18,4%	8,5%	699,2	772,0	792,1	10,4%	2,6%
Services	1 010,0	1 053,5	1 012,1	4,3%	-3,9%	769,2	785,3	763,1	2,1%	-2,8%
Commerce	507,8	526,9	529,0	3,8%	0,4%	279,1	281,0	275,7	0,7%	-1,9%
Services bancaires, assurances	282,6	279,3	285,9	-1,2%	2,4%	279,3	268,7	267,4	-3,8%	-0,5%
SIFIM	-109,5	-101,8	-106,3	-7,0%	4,4%	-122,2	-123,8	-131,6	1,3%	2,3%
DTI et TVA	566,8	592,3	573,0	4,5%	-3,3%	517,5	520,1	500,3	0,5%	-3,8%
PIB non marchands	1 317,4	1 291,5	1 244,5	-2,0%	-3,6%	1 033,4	1 022,6	1 033,8	-1,0%	1,1%

Tableau 3: REPARTITION PIB EMPLOI

En milliards de FCFA	PIB nominal (au prix du marché)					PIB en volume (au prix de 2001)				
	2018	2019	2020 ¹ révisé	19/18	20/19	2018	2019	2020 ¹ révisé	19/18	20/19
PRODUIT INTERIEUR BRUT	9 368,9	9 886,9	8 998,3	5,5%	-9,0%	5 530,9	5 749,1	5 676,0	3,9%	-1,3%
DEMANDE INTERIEURE	6 669,6	7 010,2	6 716,8	5,1%	-4,2%	5 335,8	5 457,5	5 257,0	2,3%	-3,7%
DEMANDE EXTERIEURE	2 087,3	2 133,3	2 034,2	2,2%	-4,6%	2 249,4	2 652,7	2 510,5	17,9%	-5,4%
CONSOMMATION TOTALE	4 607,6	4 812,5	4 767,3	4,4%	-0,9%	3 436,7	3 512,3	3 428,0	2,2%	-2,4%
Ménages	3 617,7	3 725,6	3 711,0	3,0%	-0,4%	2 605,8	2 630,5	2 583,4	0,9%	-1,8%
Administrations	989,9	1 086,9	1 056,3	9,8%	-2,8%	830,8	881,8	844,6	6,1%	-4,2%
INVESTISSEMENT TOTAL	2 061,9	2 197,6	1 949,5	6,6%	-11,3%	1 899,1	1 945,1	1 829,0	2,4%	-6,0%
Privé	1 864,3	1 974,4	1 650,3	5,9%	-16,4%	1 649,1	1 672,6	1 466,5	1,4%	-12,3%
dont : Pétrole	910,4	956,4	820,6	5,0%	-14,2%	558,3	555,8	532,5	-0,5%	-4,2%
Hors Pétrole	953,9	1 018,0	829,7	6,7%	-18,5%	1 090,8	1 116,8	934,0	2,4%	-16,4%
Administration	197,6	223,3	299,2	13,0%	34,0%	250,0	272,6	362,5	9,0%	33,0%
EXPORTATIONS TOTALES	4 786,6	5 010,0	4 315,7	4,7%	-13,9%	2 444,6	2 944,4	2 929,4	20,4%	-0,5%
Pétrole	3 469,7	3 513,7	2 876,8	1,3%	-18,1%	1 191,5	1 448,6	1 377,9	21,6%	-4,9%
Hors Pétrole	1 128,9	1 302,4	1 266,8	15,4%	-2,7%	1 186,1	1 429,9	1 488,9	20,6%	4,1%
dont : Rentes et autres produits d'exp	345,5	517,2	561,5	49,7%	8,6%	389,5	538,0	615,7	38,1%	14,5%
Mines	410,5	412,6	376,5	0,5%	-8,7%	408,0	477,3	501,2	17,0%	5,0%
Bois transformé	369,3	368,7	325,0	-0,2%	-11,8%	385,0	411,0	368,4	6,7%	-10,4%
Produits manufacturiers	3,6	3,9	3,7	8,2%	-2,8%	3,6	3,6	3,6	1,0%	-1,4%
IMPORTATIONS TOTALES	2 087,3	2 133,3	2 034,2	2,2%	-4,6%	2 249,4	2 652,7	2 510,5	17,9%	-5,4%
dont Consommations	439,6	456,9	470,4	3,9%	2,9%	406,2	431,1	438,2	6,1%	1,6%
Equipements	396,9	523,7	487,1	31,9%	-7,0%	548,3	741,9	698,2	35,3%	-5,9%
Intermédiaires	545,1	580,6	565,3	6,5%	-2,6%	552,5	602,1	579,4	9,0%	-3,8%

EQUIPES DE RÉDACTION

DIRECTION DES PROGRAMMES SECTORIELS (DPS)

Directeur

M. Lambert OTO'O NGOUA

Directeur Adjoint

M. LEMAMI Ferdin

Chefs de Service

Mme. LEKOGO Annette Clarisse

M. IKAPI Eric

M. OBAME NANG Didier

Chargés d'Etudes

Mme. MATSANGA Carla Marlène ép. BOUASSA

Mme. OKOUMBA ALILA Hortense

Mme. ESSENG MEZUI Chimène

Mme. ESSENE OGNANE Sandrine

Mme. KODIVO MOUCKALA Louise Emmanuelle

Mme. OYE NKIET ép. BASSIVA Diane Christelle

Mme. NYINZE Gildas Armande

M. BANGUEBE Aldrin Jules

M. BOUPANA Gérald

M. ENGANGOYE NKORI Huygens

M. EMVO EKORO Jonathan

M. NZIENGUI MOMBO Amour

M. EKOMY NGUEMA Yvan Bertin

M. ABOUROU EYA Lucien

M. ODOUMA Larick

DIRECTION DES INSTITUTIONS FINANCIERES (DIF)

Directeur

M. Anicet OGANDAGA

Directeur adjoint

M. Jean Justin NANG ONDO

Chefs de Service

Mme. Cécile MAGANGA NZIENGUI

M. Christophe LEKOUGHA OYOUOMI

Chargés d'Etudes

Mme. NZIENGUI BOUANZA ép. KEDI ONGODA
Mme. Shirley Nolita TSONO OPHOU
Mme. LEYAMBA ODJIARI Praxède
M. Wilfried ALLOGHE EYEGHE
M. Guy de Luxe BONGO BOETOUMBA
M. OBANDJI Guy Ulrich
M. Florent MANEMBE

DIRECTION DE LA PREVISION ET DES ANALYSES ECONOMIQUES (DPAE)

Directeur

M. Prosper EBANG EBANG

Directeur Adjoint

M. Valentin MBA MENGUE

Chefs de Service

Mme. Lucie NSANNE EMANE
Mme. Julie Sandrine NTSAME
M. Dan Romaric OBOUMADZOGO

Chargés d'Etudes

Mme. Stéphanie Josiane AVOME NGUEMA ép. LOUEMBET
Mme. Estimée BOUABE NDJALATSIA ép. NDOUNOU
Mme. Elzy Yolène BOUYOU
Mme. Anuarite LOUBAKI DIMBOU
M. Martial MBA BISSIGHE
M. Gildas Romaric MATANGOYE
M. Raphael MBA N'NANG
M. Albain MOKAMBO
M. Didier NKOGHE OBAME
M. Euloge Bernadin LENGOUNGA
M. Brice YOUOMO
M. Georges Freddy MOUNANGA
M. Patrick Patrici NZUE EDOU

DIRECTION DES SYNTHÈSES ET DE LA PROMOTION ÉCONOMIQUES (DSPE)

Directeur :

Mme. Juliette NZIENGUI ép. LOEMBA BAYONNE

Directeur Adjoint :

M. Ghislain ILOUGOU

Chefs de Service

M. Patrick Renaud LOEMBA

M. Kevin BOUNGOUNGOU

Chargées d'Études

Mme. Marie Irène IBOMBO

Mme. Pauline LEMBOUMBA NGOUNDA

Mme Milène OMBAGAMBOUGA ép. N'GANGAI

CELLULE MICROFINANCE

Chefs de Service:

Mme. Raïssa NTSAME DZIGHE

Chargé d'Études

M. Béchir MAHAMAT LÉBOUBA